

Programme des Nations Unies pour le développement

**COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT
MALI**

Rapport 1999

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	page1
SECTION 1°.INFORMATIONS GENERALES SUR L'ECONOMIE MALIENNE	page1
1.1. 1.1. SITUATION SOCIO-POLITIQUE	page1
1.1.1. 1.1.1. Climat politique et événements marquants	page 1
1.1.2. 1.1.2. Les Indicateurs sociaux	page 2
1.2. 1.2. SITUATION ECONOMIQUE	Page2
1.2.1. 1.2.1. Performances Macro-économiques	page 2
1.2.2. 1.2.2. Secteurs économiques	page 3
1.3. 1.3. SITUATION FINANCIERE	Page 6
1.3.1. 1.3.1. Finances publiques	page 6
1.3.2. 1.3.2. Investissement et Epargne	page 8
1.3.3. 1.3.3. Monnaie et Crédits	page 9
1.4. 1.4. Relations économiques et financières avec l'EXTERIEUR	page 10
1.4.1. 1.4.1. La Balance Commerciale	page 10
1.4.2. 1.4.2. La Balance des Transactions Courantes	page 10
SECTION 2 : TENDANCES DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT EN 1999	page 12
2.1 Evolution et composition globale de l'assistance extérieure.	Page 12
2.2 2.2 Les tendances de l'aide extérieure par type d'assistance.	page 13
2.2.1 2.2.1 Les projets d'investissement	page 14
2.2.2 2.2.2 La coopération technique autonome et la coopération technique liée à des projets d'investissement	page 16
2.2.3 2.2.3 L'aide programme/budget ou appui à la balance des paiements	page 18
2.2.4 2.2.4 L'aide alimentaire ; l'assistance et les secours d'urgence	page 19
2.3 2.3 Les tendances par source de financement et par donateur	Page 19
2.3.1 2.3.1 Les sources multilatérales	page 21
2.3.2 2.3.2 Les sources bilatérales	page 22
2.3.3 2.3.3 Les ONG	page 23
2.4 Les tendances observées dans les conditions de l'aide	page 23
2.4 2.5 Tendances de l'aide extérieure par secteur	page 25
2.5.1 2.5.1 Le secteur du développement régional	page 27
2.5.2 2.5.2 Le secteur de la gestion de l'économie	page 27
2.5.3 2.5.3 Le secteur de l'agriculture, la foresterie et les pêcheries	page 28
2.5.4 2.5.4 Le secteur de la mise en valeur des ressources humaines	page 29
2.5.5 2.5.5 Le secteur du transport	page 30

2.6 Tendances de l'aide par zone géographique	page 32
2.6.1 Les projets à couverture nationale	page 33
2.6.1 2.6.1 Le district de Bamako	page 35
2.6.2 2.6.2 La région de Kayes	page 35
2.6.3 2.6.3 La région de Koulikoro	page 36
2.6.4 2.6.4 La région de Sikasso	page 37
2.6.5 2.6.5 La région de Ségou	page 38
2.6.6 2.6.6 La région de Mopti	page 38
2.6.7 2.6.7 Les régions Nord du Mali	page 39

INTRODUCTION

Le Mali est pays continental vaste de 1.241.238 km², situé entre le 10^{ième} et le 25^{ième} degré de l'hémisphère nord, il jouit d'un climat tropical humide au sud et sec au nord où il est traversé par le tropique du cancer. La végétation est composée de forêt tropicale au sud, de savane arborée et de savane herbeuse au centre du pays et dans le delta central du fleuve Niger et du désert saharien au nord. Le désert couvre environ 40% du territoire national et la savane environ 35%. Cet environnement physique est à la base de l'organisation socio-économique du Mali.

La population s'élevait à 9.790.000 habitants en 1998 et 10.006.000 habitants en 1999, avec une densité d'environ 8,1 habitants/km². Le Mali fait partie des pays les moins avancés du monde, le PIB par tête est de 284 dollars et le PNB par habitant de 301 dollars.

Pour l'année 1998, la situation peut être caractérisée principalement par un certain essoufflement dans l'élan de la croissance économique pris à la suite de la dévaluation du FCFA en 1994 et par une légère reprise de l'inflation après une baisse continue jusqu'à 1997. La principale cause de cette contre performance est la décroissance de la valeur ajoutée agricole. D'un point de vue politique, l'année 1998 a vu la tenue des élections municipales partielles portant sur les 19 anciennes communes, les 682 autres n'ayant pas encore été mises en place. C'est partant de ce contexte économique et politique que se fera le rapport sur la coopération pour le développement 1999.

Ainsi, l'analyse abordera d'abord la situation sociale et politique en 1999, puis elle portera sur la situation économique et financière intérieure pour aborder ensuite les relations économiques et financières avec l'extérieur.

SECTION 1°. INFORMATIONS GENERALES SUR L'ECONOMIE MALIENNE

1.5. 1.5. SITUATION SOCIO-POLITIQUE

La situation socio-politique en 1999 se distingue par rapport à celle de l'année qui a précédé surtout par l'accalmie du climat social et politique, les indicateurs sociaux ayant peu évolué.

1.5.1. 1.5.1. Climat politique et événements marquants

L'année 1999 est celle de l'accalmie dans le paysage politique malien. Les débats souvent acerbes entraînés par les élections ratées d'avril 1997 avaient tendu l'atmosphère politique jusqu'à l'essoufflement des mouvements du Collectif des Partis Politiques d'opposition (COPPO) en 1998. Cet essoufflement lié à en partie à la défection de certains leaders du mouvement a permis la tenue des élections communales dans les 682 circonscriptions nouvellement créées dans des conditions jugées satisfaisantes par les observateurs nationaux et étrangers. Il est à noter que la première phase de ces élections municipales a commencé en 1998, mais elle n'a concerné que les 19 anciennes communes. Aussi, contrairement au concertations de 1997 et 1998 organisées par la Commission Electorale Nationale Indépendante, celles de 1999 ont été organisées par le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité.

Certains événements importants ont eu lieu au Mali, notamment :

- Espace d'interpellation démocratique, (pendant lequel les représentants de l'Etat se prêtent aux interrogations des citoyens), 6^{ième} édition, 10 décembre 1999 ;
- Forum pour la Gouvernance en Afrique (AGF) III ;
- Election du Président de la République du Mali à la Présidence de l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) et à celle de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
- Conférence sur les médias et l'image de l'Afrique ;...

1.5.2. 1.5.2. Les Indicateurs sociaux

L'indicateur du développement humain (IDH) est passé de 0,333 en 1998 à 0,375 en 1999, ce qui a permis au Mali de gagner 5 places en un an dans le classement des 174 pays selon l'IDH en passant de la 171^{ième} à la 166^{ième} place. Cette évolution exprime une certaine amélioration des conditions de vie ; mais, elle est surtout due à une révision de l'espérance de vie à la naissance entre les deux années.

Cependant, les autorités ne peuvent se satisfaire d'une petite amélioration, car la qualité des indicateurs sociaux est réellement en deçà des performances économiques réalisées durant ces dernières années. Certains indicateurs sociaux sont à des niveaux inquiétants : taux de mortalité infantile 123 pour mille ; taux de couverture sanitaire dans un rayon de 15Km 40% ; taux d'accès à l'eau potable 81% en milieu urbain et 36% en milieu rural ; espérance de vie à la naissance 56,8 ans ; ... Dans le domaine de l'éducation, le constat est le même : taux de scolarisation dans l'enseignement fondamental 50,3% ; taux d'alphabétisation des adultes 29,1%, avec seulement 12,1% pour les femmes ;... Par ailleurs, le taux de chômage urbain est de 12,5% et rural 1,1% (sans la prise en compte du sous emploi).

Or, étant donné que l'homme est au centre du développement, sans l'amélioration de la qualité des ressources humaines, il est certain que les progrès dans un tel sens seront plus difficiles à réaliser.

1.6. 1.6. SITUATION ECONOMIQUE

L'année 1999 s'inscrit dans la continuité des performances macro-économiques que le Mali enregistre depuis 1994 ; le taux de croissance s'est même nettement amélioré par rapport à 1998.

1.6.1. 1.6.1. Performances Macro-économiques

Depuis 1994, le Mali réalise une croissance économique moyenne d'environ 4,5%, contre un taux de croissance démographique moyen de 2,1%, cela donne un taux moyen de croissance du PIB par tête de 2,4% sur six ans, ce qui devrait se traduire par une nette amélioration des conditions de vie des populations y compris les pauvres pour peu que la répartition des fruits de la croissance soit équitable.

Effectivement, la pauvreté a commencé à reculer au Mali à partir de 1997/1998, c'est-à-dire après environ 4 ans de croissance régulière de 4,8% en moyenne. On sait déjà que la croissance est un moyen puissant de réduction durable de la pauvreté, quoique ce moyen ne soit pas suffisant à lui seul pour ce faire. Dans le cas du Mali, malgré la modestie du taux de croissance moyenne, un résultat tangible a été trouvé à moyen terme. En effet, de 1989 à

1994, l'incidence^[1] de la pauvreté augmentait à un rythme de 11% par an et la profondeur^[2] à un rythme de 8%. Ces rythmes étaient respectivement de 2% et de 1,6% de 1994 à 1996. De 1996 à 1998 l'incidence de la pauvreté a diminué de 1,8% et la profondeur de 20%. Il est vrai que la diminution de la pauvreté est encore en deçà des attentes au regard du caractère endémique du phénomène (69% de la population en 1998), ce qui justifie la forte aspiration à l'amélioration des conditions de vie pour cette majorité. Toutefois, si cette tendance se confirme, on peut dire que le modèle de croissance est réducteur de pauvreté.

Cependant, le rythme de la croissance est en dents de scie : 2,6% en 1994 ; 7% en 1995 ; 4,3% en 1996 ; 6,8% en 1997 ; 3,5% en 1998 et 5,3% en 1999. Le profil de cette évolution est fortement influencé par les performances agricoles et les cours des deux principaux produits d'exportations que sont le coton et l'or ; cet état de faits fragilise énormément les bases de la croissance économique et rend l'économie malienne assez vulnérable à la conjoncture internationale et aux aléas climatiques.

Par ailleurs, l'inflation est de plus en plus maîtrisée depuis la dévaluation du FCFA en 1994. Le déflateur du PIB est passé de 34,1% en 1994 à 13,5% en 1995 ; 6,8% en 1996 ; 0,9% en 1997 ; 3,5% en 1998 et 2,9% en 1999. Quant au taux d'inflation mesuré par les glissements annuels des indices moyens des prix (à la consommation et à la production), il est passé de 23,9% en 1994 à 12,7% en 1995 ; 6,5% en 1996 ; -0,7% en 1997 ; 4% en 1998 et environ 3% en 1999.

Ces performances macro-économiques sont à l'actif de certains secteurs qui se sont bien portés en 1999.

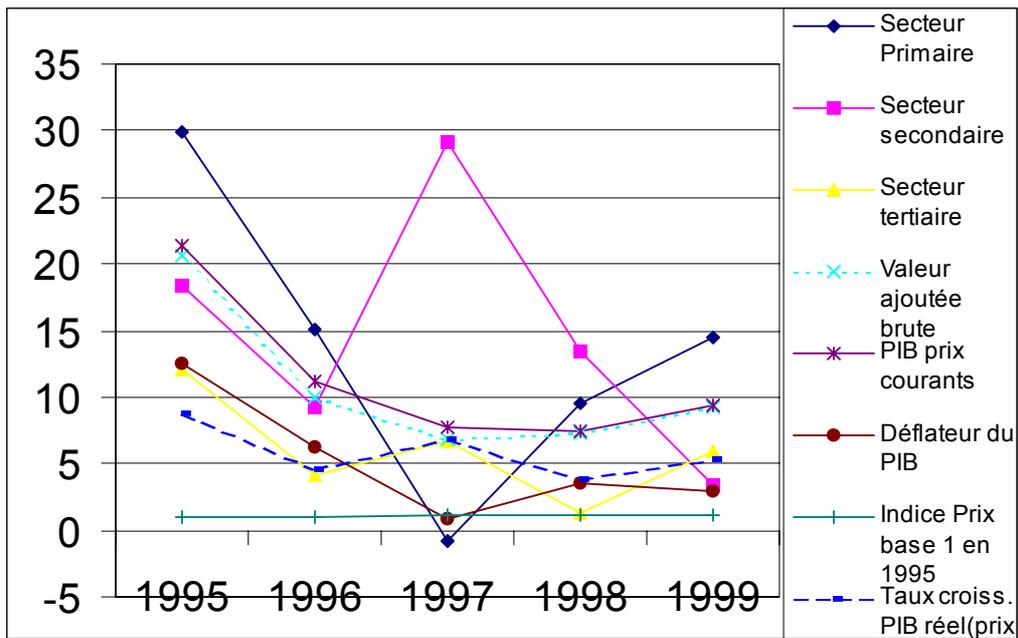
1.6.2. 1.6.2. Secteurs économiques

Les structures économiques du Mali sont semblables – à quelques détails près – à celles de la plupart des pays de la sous région: prédominance du secteur primaire et du secteur tertiaire face à une faiblesse notable du secteur secondaire.

Tableau n°1: Taux de croissance des valeurs courantes des secteurs d'activité et du PIB en %.

	1995	1996	1997	1998	1999
Secteur Primaire	29,96	15,1	-0,81	9,51	14,41
Secteur secondaire	18,43	9,24	29,1	13,5	3,32
Secteur tertiaire	12,05	4,13	6,65	1,25	5,95
Valeur ajoutée brute	20,69	9,91	6,91	7,34	9,2
PIB prix courants	21,32	11,14	7,78	7,45	9,4
Déflateur du PIB	12,5	6,3	0,9	3,5	2,9
Indice Prix base 1 en 1995	1	1,063	1,073	1,11	1,142
Taux croiss. PIB réel(prix 95)	8,82	4,56	6,82	3,81	5,3

Source: DNP/DNSI, 1999.



1.6.2.1.1.6.2.1.Secteur primaire

Le secteur primaire est prédominant dans l'économie malienne ; il a contribué à hauteur de 43,1% au PIB et a employé 75% de la population active en 1999 ; la part prévue dans le PIB pour l'année 2000 est de 44,2%. Le secteur – malgré un certain dynamisme depuis 1994 – reste toutefois tributaire des aléas climatiques.

La branche cultures céréalières est composée principalement de mil (732.254 tonnes), riz (634.086 tonnes), sorgho (539.077 tonnes) et maïs (354.247 tonnes) en 1999 où la production céréalière totale a dépassé 2,26 millions de tonnes avec un taux d'accroissement de 18,8% par rapport à 1998. Toutefois, l'année 1998 était celle d'une moins bonne récolte céréalière, car les quantités étaient globalement inférieures de 3,5% par rapport à 1997.

Les composantes essentielles de la branche cultures industrielles sont pour l'année 1999: coton graine commercialisé par la CMDT (517.027 tonnes) ; arachides (150.620 tonnes). Si la production d'arachide a augmenté d'au moins 5,4% en 1999, celle du coton a connu une baisse de 2,1%.

S'agissant de la branche élevage, les stocks en 1999 sont plus élevés que ceux de l'année précédente. L'effectif des bovins s'est accru d'environ 3% pour atteindre 6.427.000 têtes, celui des ovins et caprins s'est accru d'environ 5% pour atteindre 15.986.000 têtes et celui des dromadaires est estimé à 676.000 têtes. Cependant, malgré les performances enregistrées par ce sous secteur en termes d'effectifs, il s'avère que les potentialités sont nettement sous exploitées. En fait, le potentiel exploitable s'élève à environ 674.835 têtes de bovins (soit 101.225 tonnes de viande rouge), 4.556.010 têtes d'ovins et caprins (soit 57405 tonnes) et plus de 9.260 têtes de dromadaires (soit 1623 tonnes). Ainsi, la quantité de viande rouge potentiellement exploitable s'élevait à 160.253 tonnes en 1999. Quant à l'élevage de la volaille, le potentiel est considéré comme relativement important. Aussi, même s'il y a un certain développement de l'aviculture, les productions sont considérées comme en deçà des capacités malgré le caractère disparate des données statistiques. Pour l'année 1996, la production était estimée à 24 millions de têtes élevées de façon traditionnelle dans les zones rurales et les exportations d'oiseaux vivants étaient évaluées à 970.996 têtes en 1998. La valeur totale déclarée des exportations de bétail/viande pour 1998 s'élève à 26,7 milliards de

FCFA selon les statistiques de l'Office Malien du Bétail et de la Viande (OMBEVI). Cependant, c'est toujours le mode d'exploitation qui ne permet pas de tirer le meilleur parti des opportunités. En effet, l'insuffisance notable des infrastructures frigorifiques et le coût élevé de l'énergie font que le bétail est généralement exporté sur pieds, ce qui entraîne des pertes de poids et expose les animaux à de nombreuses maladies en cours de chemins.

1.6.2.2.1.6.2.2. Secteur secondaire

Ce secteur reste le talon d'Achille de l'économie malienne. La part dans le PIB est non seulement faible, mais en plus cette part a tendance à baisser ; elle est passée de 18,7% en 1997 à 19,8% en 1998 pour baisser à 18,6% en 1999, la part prévue pour l'année 2000 est de 18%. Un constat est encore plus révélateur de l'extrême faiblesse du niveau de développement industriel du Mali, c'est le niveau embryonnaire de la branche manufacturière qui depuis 1995 a sa contribution au PIB inférieure à 8%. Elle représentait 8,14% du PIB en 1994, 7,64% en 1995, 7,4% en 1996, 7,3% en 1997 et ne couvre que 7,1% en 1998. Cette tendance peut être le reflet de la faible compétitivité des unités industrielles dans les produits homogènes ; or, ce sont ces produits qui déterminent le niveau de développement industriel d'une économie par les effets d'entraînement que de telles industries peuvent générer : création d'emplois ; développement de la culture et de l'organisation industrielles ; ...

S'agissant de la branche textile, sa part dans le PIB est inférieure à 0,5% depuis 1994, à l'exception de l'année 1996 où cette proportion a été atteinte et la tendance est la baisse ; pour l'année 1998 la part est seulement de 0,4%. Cette tendance est anachronique avec le dynamisme de la production cotonnière qui a dépassé 500 milles tonnes par an depuis 1998 et qui place la Mali au deuxième rang des pays africains producteurs de coton après l'Égypte et au premier rang des exportateurs. Quoique ce premier rang exprime une certaine performance au niveau de la production du coton, le fait que la part transformée localement se limite à 2% prouve que le pays n'a pas encore réussi la descente de la filière par l'approfondissement des transformations permettant d'augmenter le contenu valeur ajoutée du produit final. Cela aurait l'avantage de prémunir l'économie nationale contre les chocs extérieurs à l'instar de la baisse d'environ 30% des cours mondiaux du coton en 1999 ayant entraîné des pertes de recettes publiques d'environ 60 milliards de FCFA (soit plus de 92 millions de dollars US).

Quant aux industries extractives basées essentiellement sur l'or, elles connaissent une véritable effervescence depuis 1994. En effet, la production d'or qui n'était que de 5.677 Kg en 1994, a atteint successivement: 6.157 Kg en 1995 ; 6.744 Kg en 1996 ; 18.478 Kg en 1997 ; 22.825 Kg en 1998 ; 24.570 Kg en 1999 et la production prévue pour l'année 2000 est de 25.650 Kg. Ainsi, de 1,75% du PIB en 1994, la part des mines a régulièrement augmenté pour atteindre environ 5,5% en 1998, celles des années suivantes sont prévues pour être plus élevées malgré la déprime des prix de l'or pendant l'été 1999.

1.6.2.3.1.6.2.3. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est le deuxième secteur le plus important de l'économie malienne, sa part dans le PIB évolue en dents de scie entre 37,5% et 40,1%.

Les principales branches sont le commerce, les déplacements et transports/import et l'administration, avec des parts respectivement de 14,2%, 7,8% et 6,8% du PIB de 1998. En outre, le sous secteur hôtellerie et tourisme semble avoir eu un regain de dynamisme même si une situation exhaustive est difficile à établir compte tenu des statistiques disponibles. Cela

peut s'expliquer en partie par la succession d'événements qu'il y a eu au cours de l'année 1999.

1.7. 1.7. SITUATION FINANCIERE

Le Mali s'est engagé depuis 1982/1983 dans les premiers programmes d'ajustements structurels (PAS) qui se sont poursuivis dans les années 1990 par les facilités d'ajustements structurels renforcés (FASR). Ces différents programmes ont permis une amélioration indéniable au niveau des équilibres financiers. Cependant, les performances macro-économiques qui devraient résulter de la réduction des déséquilibres des finances publiques n'ont pas été observés avant 1994, année de la dévaluation du FCFA. Dès lors, le Mali, non seulement a continué d'assainir les finances publiques, mais en plus a réalisé une croissance économique moyenne annuelle d'environ 5% jusqu'à 1999.

On peut affirmer aujourd'hui que le Mali respecte ses engagements communautaires au sein de la CEDEAO et de l'UEMOA quant à la gestion des finances publiques et celle de la monnaie et des crédits ; cela est d'autant salubre qu'il permettra de mobiliser l'épargne nationale pour l'investissement.

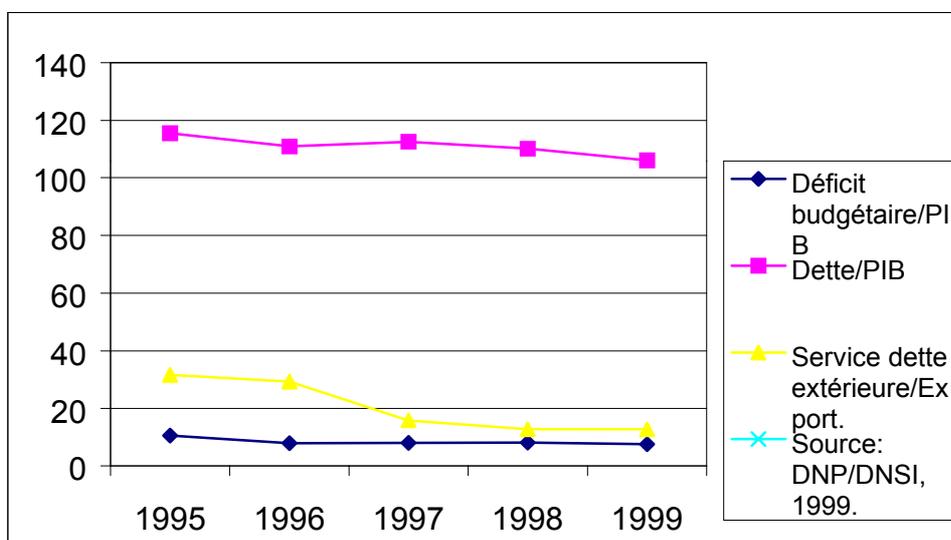
1.7.1. 1.7.1. Finances publiques

De 1998 à 1999 les recettes budgétaires ont augmenté de 8,3% alors que les dépenses ont augmenté de 5,9%, ce qui a permis une diminution du déficit qui est passé de 8,1% à 7,5% du PIB en 1999 (cf. tableau n°2).

Tableau n°2: Quelques données sur les finances publiques, en %.

	1995	1996	1997	1998	1999
Déficit budgétaire/PIB	10,5	7,9	8	8,1	7,5
Dettes/PIB	115,5	110,9	112,5	110,1	106
Service dette extérieure/Export.	31,6	29,3	15,8	12,7	12,7

Source: DNP/DNSI, 1999.



Quant à la part du budget de fonctionnement dans les dépenses budgétaires globales, elle est passée de 59,1% en 1998 à 60,4% en 1999 et la dotation nationale au budget d'investissement s'élève à un montant annuel constant de 7 milliards de FCFA depuis 1996, ce qui représente une part de 4,6% du Budget Spécial d'Investissement (BSI) en 1996 et 3,7% en 1999. Ainsi, il ressort que malgré la tendance à la réduction du déficit budgétaire en termes relatifs et absolus, les dépenses de fonctionnement prennent de plus en plus d'importance par rapport aux dépenses d'investissement alors que l'inverse serait souhaitable au regard des besoins d'infrastructures socio-économiques du pays. En outre, la faiblesse et surtout la tendance à la baisse de la part du financement intérieur dans le BSI sont de nature à baser les projets de développement – portant l'avenir du pays – sur le financement extérieur dont la mobilisation devient de plus en plus difficile et dont le volume est en baisse continue. C'est particulièrement pour cette raison et les conséquences qui peuvent en résulter que l'UEMOA a retenu comme un de ses critères de convergence budgétaire de faire en sorte que les dépenses en capital sur financement intérieur dépassent 20% des recettes fiscales. Pour le Mali, cet indicateur était à 14,1% en 1996, 17,5% en 1997, 20% en 1998 et il est estimé à 18,7% en 1999 ; ce critère n'est donc pas encore respecté par le Mali ni par la plupart des Etats de l'Union. En effet, en 1997 où les données comparatives existent pour l'ensemble des pays de l'Union, l'indicateur avait les niveaux suivants : Bénin, 7,5% ; Burkina Faso, 23,9% ; Côte d'Ivoire, 21,7% ; Guinée Bissau, 10,4% ; Niger, 7,3% ; Sénégal, 14,3% et Togo, 2,9%.

Hormis ce seul indicateur sur la part des ressources internes dans les dépenses en capital, tous les indicateurs budgétaires du Mali sont conformes aux critères de convergence de l'UEMOA, qu'il s'agisse de la part des salaires et traitements dans les recettes fiscales, du solde primaire de base en proportion des recettes fiscales, de la variation des arriérés intérieurs ou extérieurs comme le montre le tableau n°3 ci-dessous.

Tableau n°3 : Indicateurs de convergence budgétaire par rapport à l'UEMOA.

	Unité	Norme	1996	1997	1998	1999 (estimation)
Salaires et traitements en % des Recettes fiscales (RF)	%	<40	28,9	29,1	26,4	26,0
Dépenses en capital sur financement intérieur	%	>20	14,1	17,5	20,0	18,7
Solde primaire de base en % des RF	%	>15	40,1	26,9	28,2	28,4
Variation des arriérés intérieurs	Mds FCFA	<0	-19,0	-7,0	-10,0	-7,2
Variation des arriérés extérieurs	Mds FCFA	<0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source DNSI, 1999.

Il ressort de ce tableau que non seulement il y a une tendance à contenir les salaires et traitements du secteur public autour de la proportion raisonnable du quart des recettes fiscales qui constituent les ressources sûres de l'Etat mais en plus, le solde primaire de base est supérieur au quart des recettes fiscales et a une tendance à la hausse. La consolidation de ces deux phénomènes devrait permettre à l'avenir de dégager des ressources intérieures stables pour financer les dépenses en capital ; cette tendance est déjà remarquable à partir des données de la période 1996/1999.

Par ailleurs, le désendettement de l'Etat est remarquable au regard de la variation des arriérés extérieurs et surtout intérieurs. Partant de là, étant donné que l'endettement du Mali est

surtout constitué d'engagements publics, il en résultera une tendance à la baisse de l'endettement relatif du pays (cf. tableaux 1 et 2 et voir infra).

1.7.2. 1.7.2. Investissement et Epargne

Lorsqu'on prend le profil des taux d'investissement et d'épargne à partir de 1996, on constate une augmentation parallèle des deux taux jusqu'à 1998 ; l'année 1999 marque un recul des deux taux avec un léger agrandissement de l'écart, la baisse du taux d'épargne étant plus importante que celle du taux d'investissement. Comment expliquer ces phénomènes ?

Théoriquement, lorsque le revenu monétaire augmente, l'épargne doit augmenter plus que proportionnellement en raison de la propension à épargner croissante par rapport au revenu. Cependant, en pratique, d'une année à une autre, certains facteurs peuvent jouer en sens inverse de ce phénomène : l'augmentation du coût de la vie, le gonflement de la consommation finale par l'expansion de biens nouveaux, ... Dans le cas du Mali, le taux d'inflation est passé de 3,5% en 1998 à 2,9% en 1999, alors la baisse du revenu réel – facteur important dans la détermination du coût de la vie – ne peut être la cause de la baisse du taux d'épargne ; l'année 1999 a d'ailleurs connu une amélioration du revenu réel par habitant d'environ 1,9% alors que celle de l'année précédente n'était que de 0,1%. Pour ce qui est de l'expansion de nouveaux biens de consommation finale, même si la nouveauté des biens de consommation finale est difficile à saisir à travers les statistiques disponibles, on voit tout de même que la consommation finale nationale a augmenté de plus de 11% en 1999, alors que le revenu national disponible brut n'a augmenté que de 6,9%, ce qui expliquerait en grande partie la baisse du taux d'épargne.

En outre, contrairement à ce qui est prétendu théoriquement, dans un contexte de pauvreté généralisée, la propension à consommer peut rester constante pendant une période plus ou moins longue parallèlement à une augmentation continue du revenu. Cela pourrait aussi être une autre explication du cas malien, comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau n°4 : Données sur l'investissement et l'épargne au Mali.

Années	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000 (prév.)	Moyenne
Taux d'investissement (en % PIB)	24,4	24,1	20,9	22,8	26,4	24,8	22,8	23,0
Taux d'épargne (en % RND)	13,7	11,5	10,2	17,4	20,4	17,4	15,5	13,2
Taux ENB/PIB	nd	16,4	14,9	22,1	25,1	22,6	nd	nd

Source DNSI, 1999.

Pour ce qui est de la tendance à la baisse du taux d'investissement à partir de 1998, cela peut être la conjonction de plusieurs phénomènes conjoncturels:

- La baisse de l'aide publique au développement, une bonne partie de cette aide sert à financer les investissements publics à plus de 80% ;
- Effet de l'essoufflement des investissements directs étrangers (IDE) dans le domaine minier : la branche minière est celle qui concentre l'essentiel des investissements directs étrangers du Mali et celle-ci a connu la croissance record de sa production en 1997 avec environ 153%, ce taux est passé à 36% en 1998, 7,6% en 1999 et celui prévu pour l'année 2000 est de 4,4%. Cette évolution montre que les investissements d'expansion (achats de machines, forages, ...) se réduisent, ce qui expliquerait la baisse du flux d'IDE ; cela se

comprend par le fait que la plupart des exploitations industrielles sont dans leur phase opérationnelle (Siama, Sadiola, Kalana);

- La baisse du taux d'épargne nationale, l'investissement privé malien étant surtout soutenu par l'épargne nationale ;

Dans un tel contexte, les politiques monétaires et de crédits pourraient réguler la machine économique afin de soutenir la croissance économique.

1.7.3. 1.7.3. Monnaie et Crédits

La liquidité globale de l'économie a augmenté en 1999 comparativement à l'année précédente. En effet, pour les données monétaires partielles disponibles relatives à la première moitié de l'année 1999, on peut faire les constats suivants :

- les crédits intérieurs ont augmenté de 15,4%;
- la masse monétaire a augmenté de 3,4. % ;
- quant aux avoirs extérieurs nets, leur niveau pour le premier semestre 1999 représente 78% de celui de 1998.

L'expansion de la masse monétaire est la résultante de l'évolution positive des avoirs extérieurs nets et des crédits intérieurs. Il apparaît clairement que l'évolution modérée de la masse monétaire relativement aux performances macro-économiques dénote de la rigueur dans la gestion de l'institut d'émission (BCEAO).

1.8. 1.8. RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES AVEC L'EXTERIEUR

L'économie malienne, à l'instar de la plupart des pays d'Afrique Sub-saharienne exporte principalement des produits primaires dont les cours sont très fluctuants selon la conjoncture internationale alors qu'il importe essentiellement des produits manufacturés dont les prix ont une tendance générale à la hausse. Cela fragilise les bases de la croissance économique. Dans le cas du Mali l'année 1999 illustre bien cette fragilité ; le taux de croissance qui était préalablement estimé à 6,3%^{3[3]} n'a effectivement été que de 5,3% en raison principalement de la baisse des cours de l'or et du coton qui constituent les deux principales exportations.

Le bilan des relations économiques et financières sera abordé à travers la balance commerciale, la balance des transactions courantes et la balance des capitaux.

1.8.1. 1.8.1. La Balance Commerciale

Le Mali, depuis le moyen âge, est réputé pour ses relations commerciales tissées de part et d'autres du désert et au delà avec l'Asie et l'Europe. A cette époque, le Mali (Empire) exportait déjà de la cotonnade, des produits de l'élevage (viande séchée et peaux) et de l'or. Aujourd'hui encore, le Mali exporte essentiellement ces trois produits à l'état brut : coton fibre, bétail sur pieds et or en pièces ou en lingots. Ils constituent ensemble plus de 90% des exportations totales du pays.

Quant aux importations, elles sont composées essentiellement comme toujours de biens d'équipement (33%) et de biens intermédiaires (18,6) alors que la part des biens alimentaires est relativement faible, 11,7% en 1998. Cependant, si on prend en considération les autres biens de consommation non alimentaires (véhicules, équipements électroménagers, ...) qui couvrent 18,8.% du total, on se rend compte que l'ensemble des biens de consommation représente 30,5% du total, ce qui reste important pour un pays qui voudrait faire de l'import substitution. La structure des importations reflète celle d'une économie ayant un niveau de développement industriel faible.

De 1994 à 1999, la balance commerciale est déficitaire et le solde a une évolution en dents de scie autour de 220 milliards de FCFA. Il en est de même de l'évolution du taux de couverture des importations par les exportations qui oscille autour de 60% sans qu'une tendance nette ne se dégage. Par contre, par rapport au PIB, le déficit a amorcé une baisse continue depuis 1995 en passant de 23,1% à 13,5% en 1999 et le niveau prévu pour l'année 2000 est de 12,3%.

1.8.2. 1.8.2. La Balance des Transactions Courantes

La balance des transactions courantes est structurellement déficitaire ; toutefois, de 1995 à 1998 le déficit, tant en termes absolus que relatifs, a continuellement baissé. Il est passé de 12,1% du PIB à 0,1%. Mais, en 1999, le déficit représentait déjà 7,7% du PIB et le niveau prévu pour 2000 est de 7,1%. Auparavant, les transferts de revenus effectués par les travailleurs maliens à l'extérieur contribuaient beaucoup à la réduction de ce déficit ; or, depuis le début des années 1990, ces transferts se sont affaiblis (cf. annexes du Rapport semestriel 1999, PNUD, Juillet 1999).

Pour équilibrer sa balance des paiements, le Mali doit ainsi compter sur sa balance des capitaux.

1.8.3. 1.8.3. **La Balance des Capitaux**

Au niveau financier, le Mali connaît un niveau d'endettement modéré par rapport à la plupart des pays de la sous région (cf. Situation monétaire et financière du Mali à l'orée de la mise en circulation de l'Euro, PNUD, novembre 1998). En outre, cet endettement tend à baisser relativement.

En effet, l'encours de la dette extérieure par rapport au PIB est passé de 161,2% en 1994, à 110,1% en 1998 et 106,4% en 1999. S'agissant du service de la dette extérieure due, sa part dans les recettes d'exportation FOB est passée de 38,7% en 1994 à 13,3% en 1998 et 17,2% en 1999. Quant au service effectivement réglé, sa part était de 26,9% des exportations FOB en 1994, elle est revenue à 13,3% en 1998, 17,2% en 1999 et la part prévue pour l'année 2000 est de 15,5%. Il apparaît clairement que le poids relatif de la dette extérieure du Mali diminue continuellement, cependant, le niveau est encore trop élevé au regard du service réglé chaque année comme illustré dans le tableau ci-contre: 43,6 milliards de FCFA en 1998 ; 56,9 milliards en 1999 et 57 milliards pour l'an 2000.

Au regard du poids relatif du service de la dette, le Mali a été déclaré en septembre 1998 éligible à l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et le point d'achèvement de l'initiative devrait être le mois de décembre 1999. Mais, à cette date, le Mali n'avait pas rempli toutes les conditions pour bénéficier des ressources d'allégement consécutives à l'initiative PPTE estimées à environ 30 milliards de FCFA pour 2000.

L'accès aux ressources PPTE sera très déterminant pour le Mali dans les années à venir, car il permettra de faire face aux nombreuses défaillances constatées au Mali dans la fourniture des services sociaux essentiels et l'accès à ceux-ci.

CONCLUSION

globalement, l'année 1999 a été meilleure que celle ayant précédé. La croissance économique a été plus forte malgré les coupures intempestives d'électricité qui ont quelque peu perturbé les activités économiques sans pour autant empêché l'amélioration de l'indice de la production industrielle. En outre, le climat social et politique s'est apaisé, le long processus électoral commencé depuis avril 1997 ayant finalement vu le bout du tunnel.

Les perspectives du Mali dépendront fortement de l'accès aux ressources d'allégement de la dette au titre de l'initiative PPTE, ce qui permettrait d'améliorer les indicateurs de développement humain qui sont actuellement à des niveaux anachroniques par rapport aux performances économiques et au volume de l'Aide Publique au Développement que le Mali reçoit annuellement.

SECTION 2 : TENDANCES DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT EN 1999

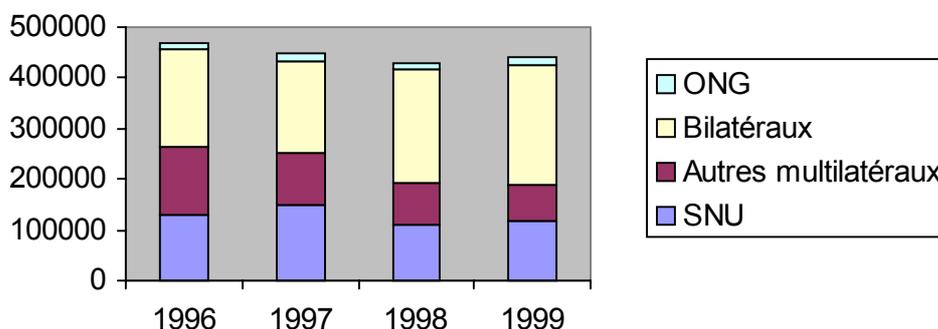
2.1 Evolution et composition globale de l'assistance extérieure

L'aide reçue par le Mali en 1999 en termes de décaissements est de 442 millions de dollars des Etats Unies d'Amérique. Elle est fournie à 54% par les donateurs bilatéraux. Les donateurs multilatéraux ont contribué pour 42,3% tandis que la part des ONG est de 3,6%.

Son volume a augmenté de 3% par rapport à celui de 1998. Cette augmentation suit la tendance des contributions bilatérales et celle des ONG mais pas celle des contributions multilatérales qui ont connu une baisse en 1999, par rapport à leur niveau de 1998.

L'augmentation du volume de l'aide entre 1998 et 1999 cache la tendance générale de l'aide au développement reçue par le Mali au cours des trois dernières années. En effet, depuis 1996, la tendance de l'aide au développement est en baisse constante. C'est ainsi que le volume des contributions au titre de l'aide au développement est passé de 469,4 millions de dollars EU en 1996 à 442 millions de dollars EU en 1999 comme le montre le graphique suivant.

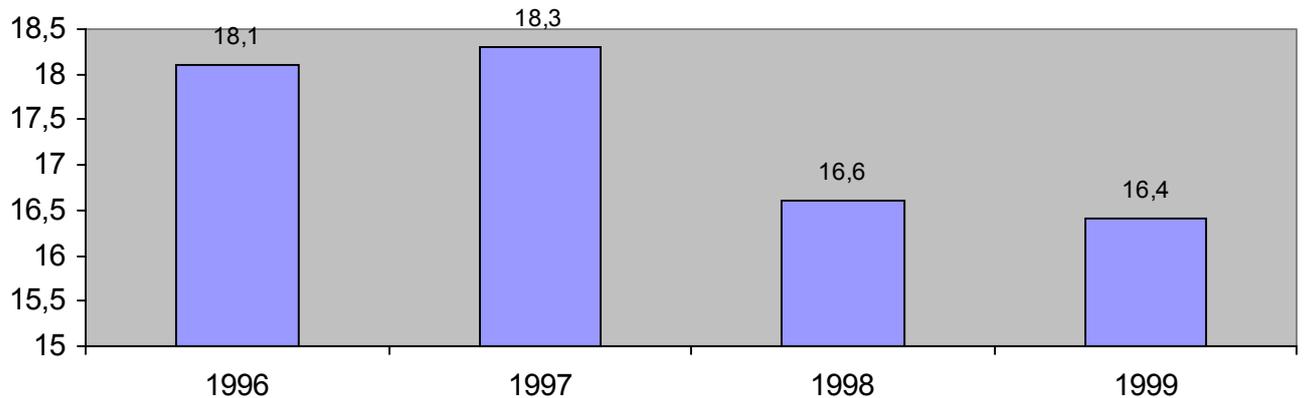
Graphique 1: Evolution de l'aide publique au développement (en millions de \$)



L'augmentation de 3% observée entre 1998 et 1999 est essentiellement due à l'augmentation des contributions de certains donateurs bilatéraux et multilatéraux qui ont compensé la baisse d'autres bailleurs de fonds. Ainsi, les décaissements de l'AIEA, du FMI, de la BADEA et de la BOAD ont connu une hausse de plus de 50% entre 1998 et 1999. Au niveau des bilatéraux, la hausse a été similaire pour la Belgique, le Canada, la Chine, le Koweït, le Luxembourg, la Norvège et la Suède.

Le ratio aide sur PIB connaît une baisse régulière depuis 1997 comme l'indique le graphique 2 suivant. Cette situation est la conséquence d'un accroissement constant du produit intérieur brut parallèlement à une baisse du volume de l'aide publique au développement entre 1996 et 1999. Cette tendance se maintient malgré l'augmentation du volume de l'aide en 1999 qui a été contenue par une augmentation plus importante du PIB.

Graphique 2: Evolution de l'aide en pourcentage du PIB



2.3 2.3 Les tendances de l'aide extérieure par type d'assistance

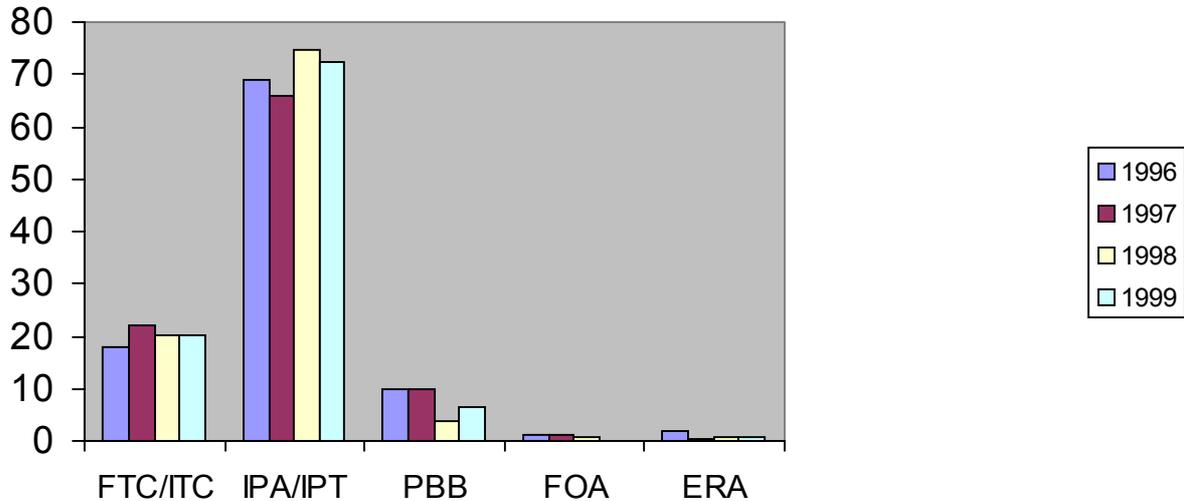
Tableau 1 : Tendances de l'aide extérieure par type d'assistance (en milliers de \$ US)				
Type d'assistance	1996	1997	1998	1999
Coopération technique autonome	60319	65091	58250	62763
Coopération technique autonome liée	24198	34664	28881	26893
Projets d'investissement	324599	297064	320739	319918
Aide Budget/Appui balance des paiements	46027	45309	15896	28443
Aide alimentaire	3944	6681	2661	46
Assistance et secours d'urgence	10383	1893	2613	3976
Total	469470	450702	429040	442039

Les projets d'investissement dominent l'aide au développement reçue par le Mali en 1999. Ils représentent 72,3% du total de l'aide contre 74,5% en 1998. Ils sont suivis par les contributions au titre de la coopération technique et l'aide programme qui représentent respectivement 20,2% et 6,4% du total de l'aide en 1999.

Ainsi, les dépenses de coopération technique augmentent entre 1998 et 1999 passant de 87,1 millions de dollars EU en 1998 à 89,6 millions de dollars EU en 1999. Il en est de même des dépenses effectuées pour le compte de l'aide programme ; l'assistance et les secours d'urgence. L'aide programme passe de 15,8 millions de dollars EU en 1998 à 28,4 millions de dollars EU en 1999. L'assistance et les secours d'urgence passe de 2,6 millions de dollars EU en 1998 à 3,9 millions de dollars EU en 1999.

Le graphique suivant donne l'évolution de l'aide au développement par type d'assistance.

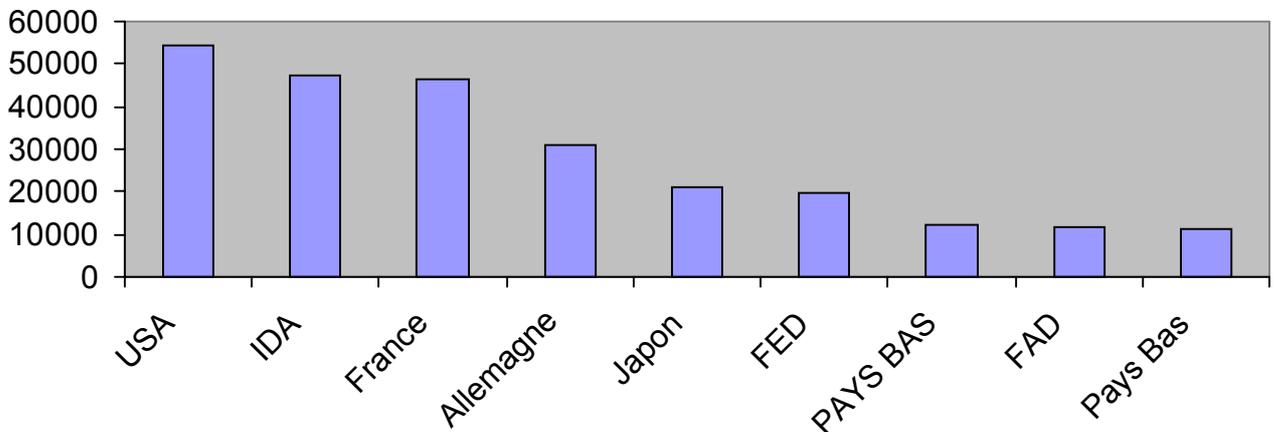
Graphique 3: Tendence de l'aide par type d'assistance (en %)



2.3.1 2.3.1 Les projets d'investissement

Les projets d'investissement sont réalisés principalement par les Etats Unis d'Amérique (15,8%), l'IDA (13,7%), la France (13,4%), l'Allemagne (8,9%) et le Japon (6,1%) comme le montre le graphique suivant.

Graphique 4: Projets d'investissement par source (en millions de \$US)



Le graphique 5 donne la tendance des projets d'investissement par secteur.

Les projets d'investissement du secteur du développement régional sont principalement consacrés aux domaines du développement rural intégré et du développement villageois et communautaire. Ces deux domaines reçoivent 78,7% des investissements du secteur. Les projets d'investissement dans le domaine de la mise en valeur des bassins fluviaux suivent avec 16,7% des financements du secteur.

Les projets d'investissement réalisés dans le secteur de l'agriculture vont prioritairement en direction des cultures vivrières et des cultures industrielles.

Les projets d'investissement du secteur du transport vont essentiellement dans les domaines du transport routier et de la planification du secteur.

Graphique 5: Projets d'investissement par secteur(en %

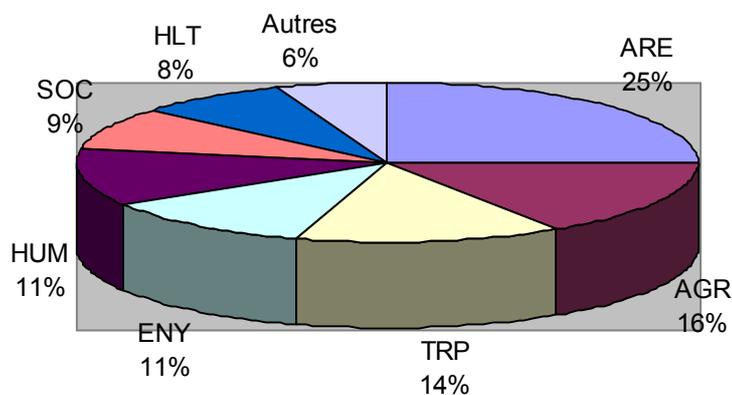


Tableau 2: Les codes des secteurs (définition PNUD)

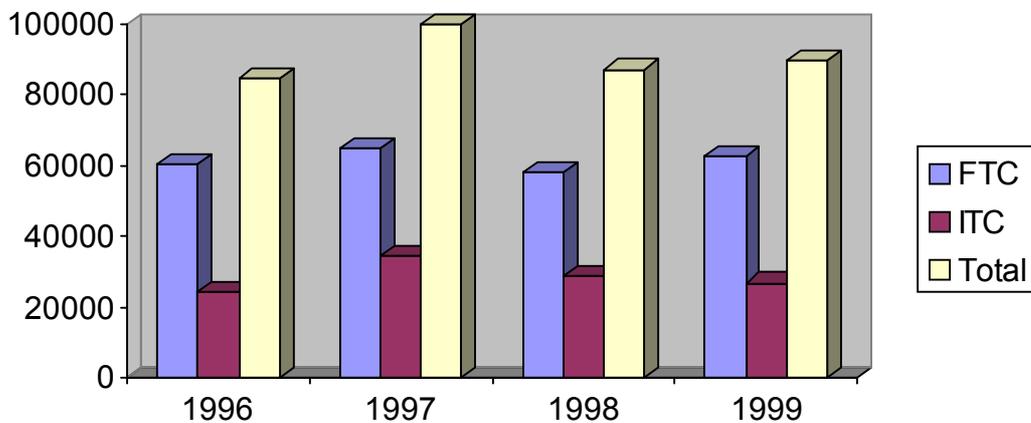
01 ECO	Gestion de l'économie
02 ADM	Administration du développement
03 NAT	Ressources naturelles
04 HUM	Mise en valeur des ressources humaines
05 AGR	Agriculture, foresterie, pêche
06 ARE	Développement régional
07 IND	Industrie
08 ENY	Energie
09 ITR	Commerce international de biens et services
10 DTR	Commerce intérieur des biens et services
11 TRP	Transports
12 COM	Communications
13 SOC	Développement social
14 HLT	Santé
15 DIS	Planification préalable en prévision des catastrophes
16 AID	Aide humanitaire et secours

2.3.2 La coopération technique autonome et la coopération technique liée à des projets d'investissement

En 1999, les dépenses de coopération technique totalisent 89,6 millions de dollars EU, dont 70% sous forme de coopération technique autonome et 30% sous forme de coopération technique liée à des projets d'investissements.

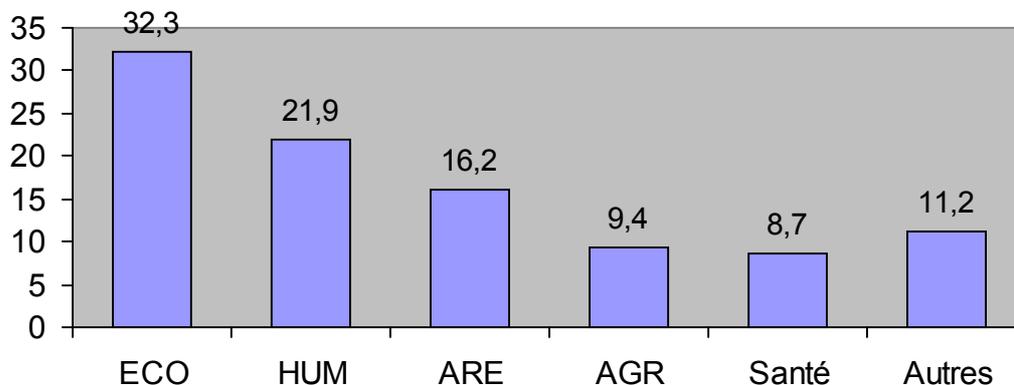
Les dépenses de coopération technique sont en baisse à partir de 1997 comme le montre le graphique ci-dessous. La baisse est plus significative au niveau de la coopération technique liée à des projets d'investissement. Les dépenses de coopération technique autonome sont restées constantes entre 1997 et 1999.

Graphique 6: Tendence de la coopération technique
(en milliers de dollars US)



Les principaux secteurs bénéficiaires de la coopération technique sont la gestion de l'économie, la mise en valeur des ressources humaines, le développement régional, l'agriculture, foresterie et pêche et le secteur de la santé. Ces cinq secteurs bénéficient de plus de 80% de la coopération technique. Le graphique suivant donne la part de la coopération technique reçue par chacun des principaux secteurs bénéficiaires.

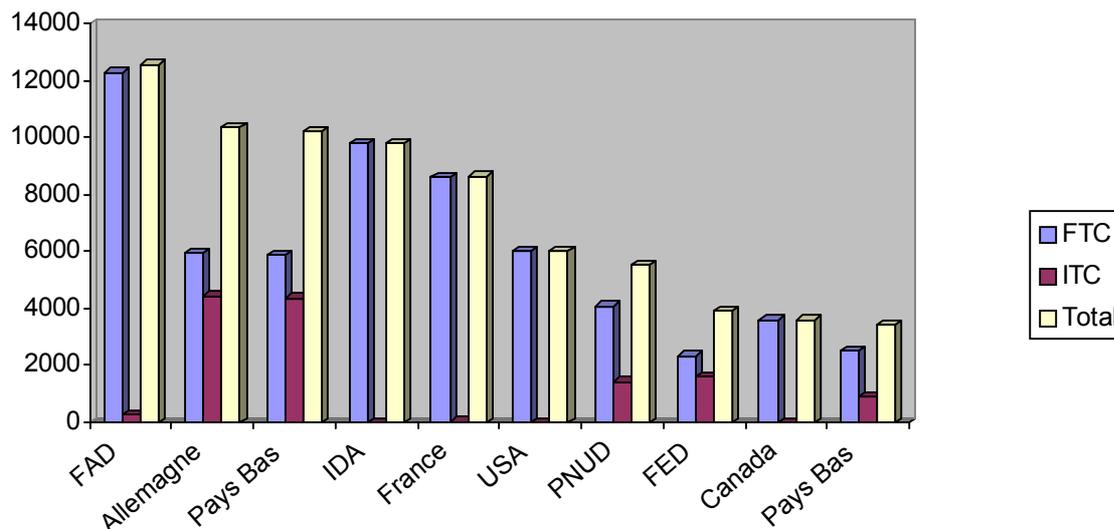
Graphique 7: Répartition de la coopération technique par secteur (en %)



En 1999, les principaux fournisseurs de coopération technique sont le Fonds Africain de Développement (14%), l'Allemagne (11,5%), les Pays Bas (11,4%), l'IDA (10,9%), la France (9,6%), les Etats Unis d'Amérique (6,6%) et le PNUD (6,1%). Ces partenaires fournissent plus des deux tiers de la coopération technique.

La coopération technique fournie par l'IDA est autonome et s'inscrit dans le cadre de son projet d'appui à la gestion économique (PAGE) pour 9,8 millions de dollars des EU en 1999. Les autres principaux fournisseurs apportent les deux types de coopération technique, avec une part de coopération technique autonome plus importante.

Graphique 8: Principaux fournisseurs d'aide sous forme de coopération technique (en milliers \$US)



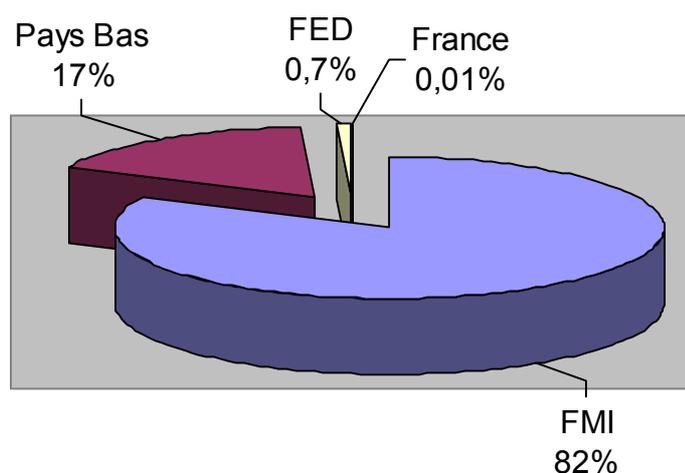
2.3.2 L'aide programme/budget ou appui à la balance des paiements

Le volume de l'aide programme/budget ou appui à la balance des paiements a connu une remontée de 78,9% entre 1998 et 1999 après avoir connu une baisse progressive depuis 1996. En 1998, les déboursements y affichaient un montant de 15,8 millions, ce qui représente 3,7% de l'aide totale. En 1999, ils ont atteint presque le double de ce volume (28,4 millions) soit 6,4% de l'aide totale.

Le secteur de la gestion de l'économie est l'unique destination de l'aide programme entièrement consacrée aux politiques et planifications macroéconomiques.

Comme en 1998, le FMI est le principal donateur dans ce domaine avec 23,3 millions de dollars, soit 82% de l'aide programme et 100% de sa contribution totale en 1999. Les Pays Bas apportent 17% de l'aide programme en 1999 avec 4,8 millions de dollars de contribution au cours de l'année. Le graphique qui suit, donne la situation des principaux fournisseurs d'aide sous forme de coopération technique.

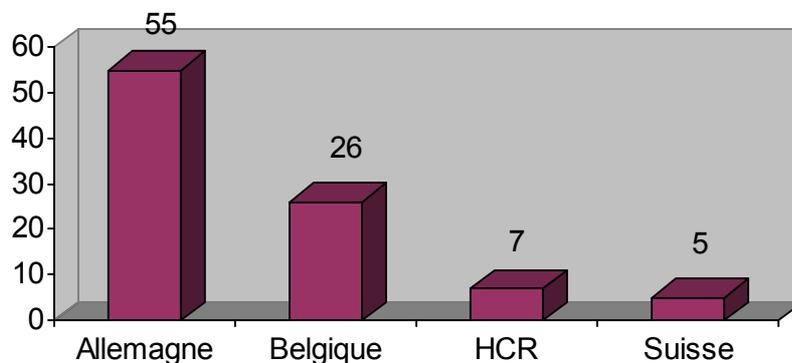
Graphique 9: Aide programme/budget par source (en %)



2.3.3 L'aide alimentaire ; l'assistance et les secours d'urgence

L'aide alimentaire ; l'assistance et les secours d'urgence représentent seulement 0,9% de l'aide totale en 1999. En 1998, cette catégorie représentait 1,2% du total de l'aide. On remarque donc une diminution de la part de cette catégorie dans le montant total depuis 1996 passant de 14,3 millions de dollars EU en 1996 à 4 millions de dollars EU en 1999. Cela est essentiellement dû à la conjoncture favorable dans le nord du pays.

Graphique 10: Aide alimentaire, Assistance et secours d'urgence par source (en %)



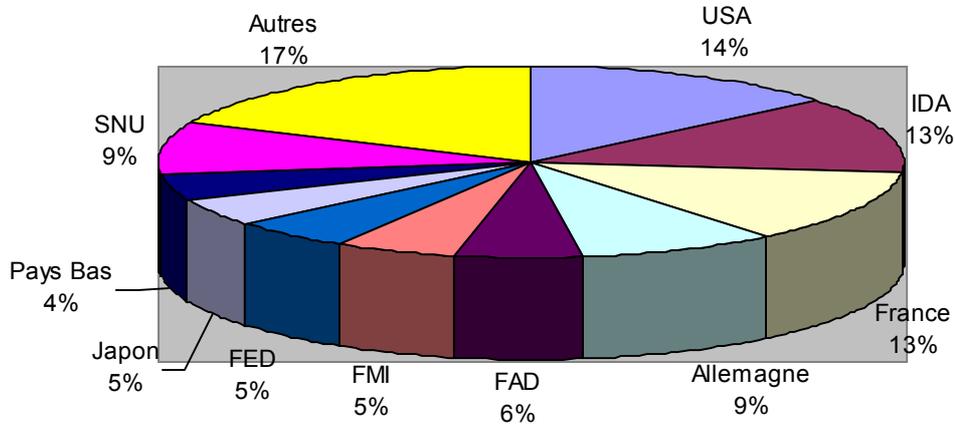
La baisse de l'aide alimentaire est plus importante car ce type est passé de 2,6 millions de dollars en 1998 à 0,04 millions de dollars en 1999, soit 98,3% de baisse. Cependant, l'assistance et les secours d'urgence ont connu une hausse en 1999 par rapport à 1998.

2.5 2.6 Les tendances par source de financement et par donateur

L'aide reçue par le Mali est classée en trois sources : les sources multilatérales, les sources bilatérales et les ONG. Chaque source identifiée comprend des donateurs.

La répartition de l'aide selon l'importance des contributions révèle que plus de la moitié des contributions totales (53%) proviennent de cinq donateurs à savoir les États-Unis d'Amérique, l'IDA (Banque mondiale), la France, l'Allemagne et le Fonds africain de développement comme l'indique le graphique suivant.

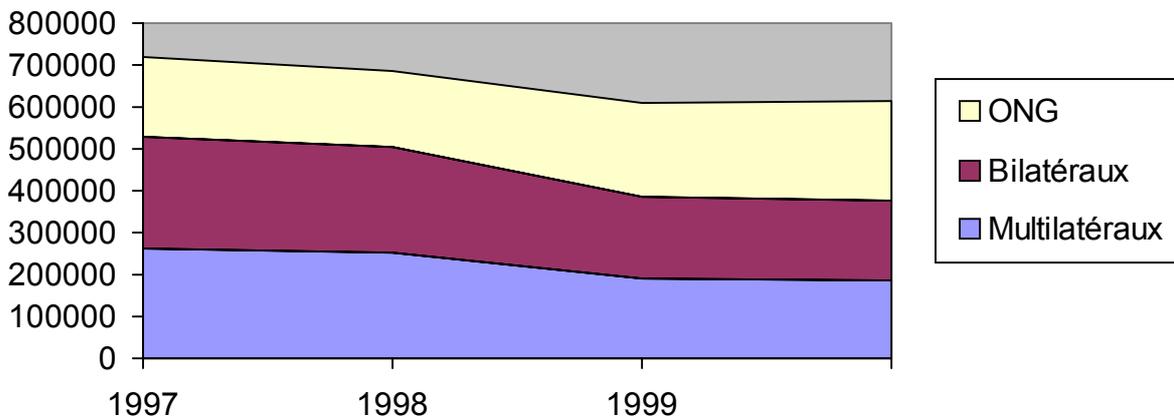
**Graphique 11: Repartition de l'aide par donateur
(en pourcentage)**



Les donateurs bilatéraux ont contribué pour plus de la moitié (54%) de l'aide reçue par le Mali en 1999. La contribution des donateurs multilatéraux est de 42,3% répartie entre les agences du système des nations unies (26,8%) et les autres multilatéraux (15,4%). Les ONG ont contribué pour 3,5%.

Ainsi, la tendance observée en 1997-1998, à savoir l'accroissement des sources bilatérales se confirme puisqu'elles représentent maintenant plus de la moitié de l'aide alors qu'en 1997/1998, c'étaient les sources multilatérales qui étaient importantes.

**Graphique 12: Evolution de l'aide par source
(en millions de \$US)**



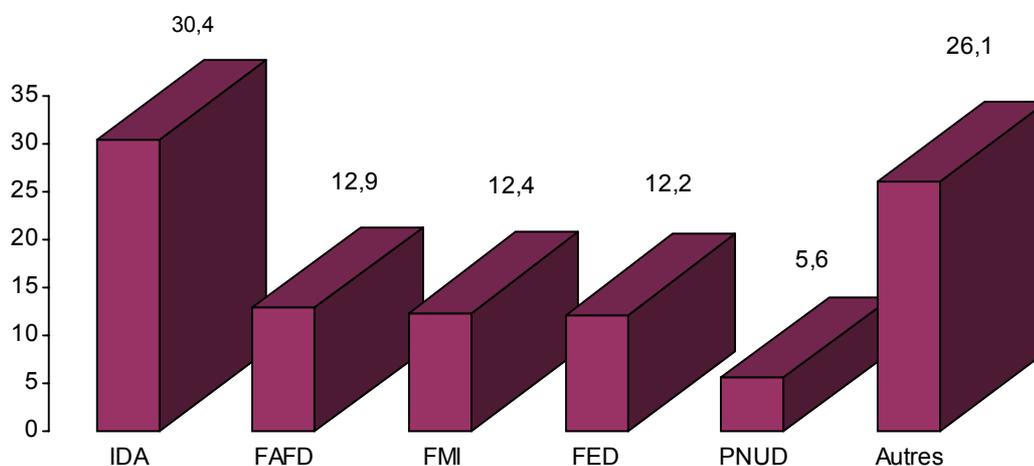
2.5.1 Les sources multilatérales

Les sources multilatérales sont composées de deux grandes catégories : le Système des Nations Unies avec 118,8 millions de dollars EU déboursés en 1999 et les autres donateurs multilatéraux avec 68,5 millions de dollars EU.

Si l'on considère la contribution du SNU, plus de 80% de leurs déboursements en 1999 est apporté par quatre donateurs que sont l'IDA (47,9%), le FMI (19,6%), le PNUD (8,9%) et l'UNICEF (6,4%).

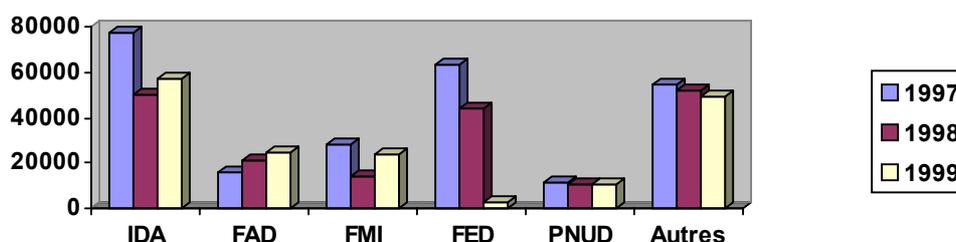
Pour la même année, les autres donateurs multilatéraux ont apportée 68,4 millions de dollars EU. Près de 70% de ce montant est fournie par le FAD (35,5%) et le FED (33,5%).

Graphique 13: Principaux donateurs multilatéraux (en %)



Les contributions du SNU ont augmenté légèrement entre 1998 et 1999 passant de 109 millions de dollars EU en 1998 à 119 millions en 1999. Celle des autres multilatéraux a diminué passant de 83 millions de dollars EU en 1998 à 68 millions en 1999. La baisse du volume de l'aide apportée par les multilatéraux est en grande partie due à la diminution de 47,9% des contributions du FED entre 1998 et 1999.

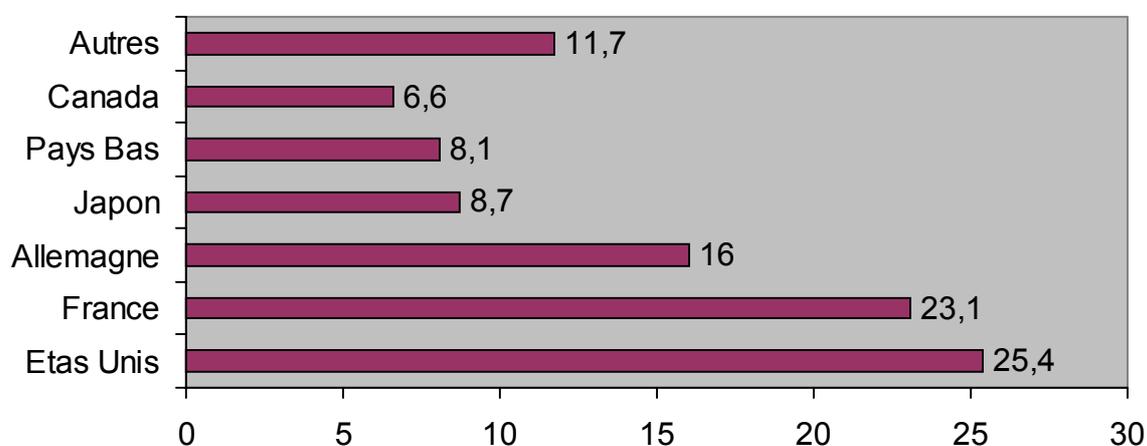
Graphique 15: Evolution des contributions des principaux donateurs multilatéraux (en millions de \$ US)



2.5.2 Les sources bilatérales

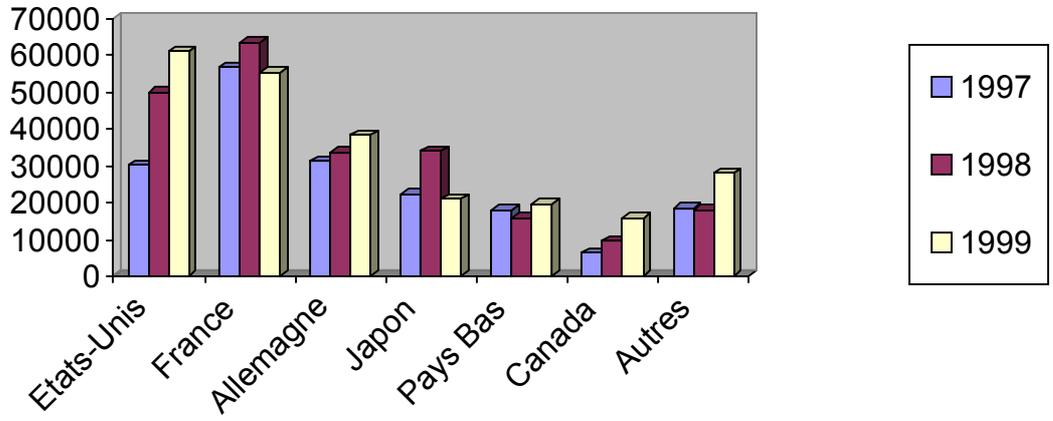
La situation des contributions des principaux donateurs bilatéraux est donnée par le graphique suivant. Les Etats Unis, la France et l'Allemagne fournissent près des deux tiers de l'aide bilatérale en 1999, avec respectivement 25,4%, 23,1% et 16,2% des contributions bilatérales.

Graphique 16: Situation des principaux donateurs bilatéraux:
(en %)



Les concours des partenaires bilatéraux connaissent une augmentation régulière entre 1996 et 1999. Ils sont passés de 191,8 millions de dollars EU en 1996 à 238,7 millions de dollars EU en 1999. Les concours de la France ont baissé de 13% par rapport à leur niveau de 1998 tandis que ceux des Etats Unis et l'Allemagne ont connu une augmentation respectivement de 22% et 13%.

Graphique 17: Evolution des contributions des principaux donateur bilatéraux (en millions de \$US)



2.5.3 Les ONG

Les apports des ONG ont évolué en dents de scie. Ils se sont accrus entre 1996 et 1997. Ils ont baissé entre 1997 et 1998 pour amorcer une remontée en 1999.

2.6 2.7 Les tendances observées dans les conditions de l'aide

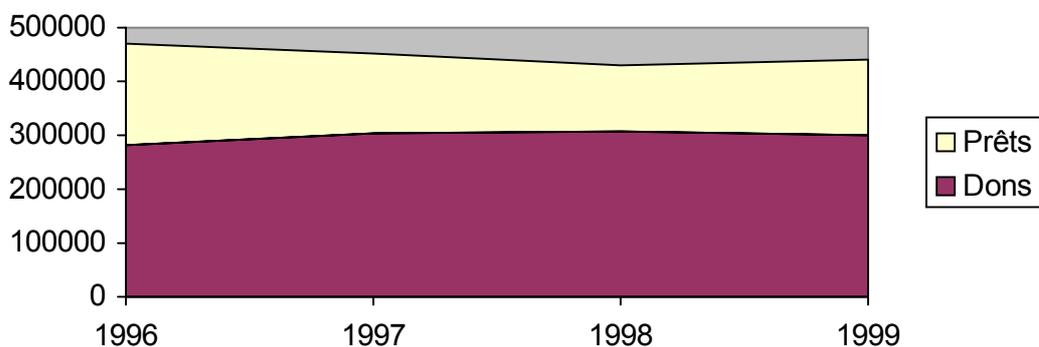
Le Mali connaît un niveau d'endettement modéré par rapport à la plupart des pays de la sous région (cf. Situation monétaire et financière du Mali à l'orée de la mise en circulation de l'Euro, PNUD, novembre 1998). L'endettement tend à baisser relativement. Au regard du poids relatif du service de la dette, le Mali a été déclaré en septembre 1998 éligible à l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et le point d'achèvement de l'initiative devrait être le mois de décembre 1999. Mais, à cette date, le Mali n'avait pas rempli toutes les conditions pour bénéficier des ressources d'allégement consécutives à l'initiative PPTE estimées à environ 20 milliards de FCFA (cf. Synthèse Pays : Mali, 1^{er} semestre 1999).

L'accès aux ressources PPTE sera très déterminant pour le Mali dans les années à venir, car il permettra de faire face aux nombreuses défaillances constatées au Mali dans la fourniture des services sociaux essentiels et l'accès à ceux-ci.

En effet, les dons fournis en 1999, dans le cadre de l'aide au développement sont supérieurs aux prêts. Ils représentent 67,7% de l'aide totale en 1999. Le volume des dons est de 297,2 millions de dollars EU contre 141,4 millions de dollars EU de prêts en 1999. En 1997 comme en 1998, les dons étaient supérieurs aux prêts. Ils ont connu une augmentation régulière au cours de la période, passant de 286 millions en 1997 à 293 millions en 1998.

Le montant des prêts s'élève à 141 millions de dollars EU en 1999, soit 32,2% de l'aide totale. Les prêts ont augmenté de 14,6% par rapport à leur niveau de 1998 qui était de 123,1 millions de dollars EU.

Graphique 18: Evolution de l'aide par condition
(en millions de \$US)

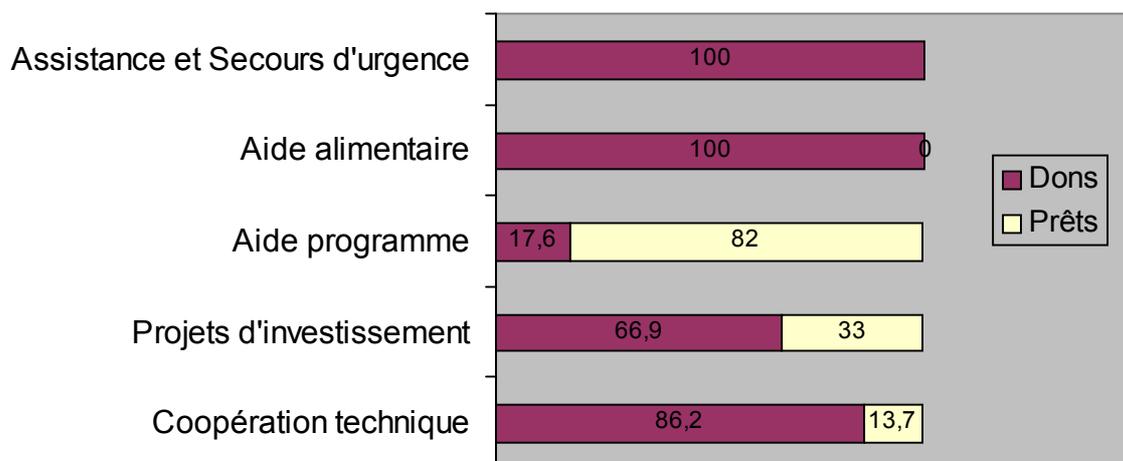


Les trois quarts des prêts (74,7%) sont consacrés au financement des projets d'investissement. Le reste des prêts est consacré à la coopération technique (8,7%) et à l'aide programme (16,5%).

Les plus importants fournisseurs de prêts en 1999 sont la Banque mondiale, le Fonds Africain de Développement, le FMI et l'Agence Française de Développement comme l'indique le tableau suivant.

<i>Donateur</i>	<i>Montant (millions dollars EU)</i>	<i>Prêts en % du total</i>
IDA	45,8	32,5
Fonds Africain de Développement	24	17,1
FMI	23,3	16,5
Agence Française de Développement	16,7	11,9
BOAD	8,8	6
Banque Islamique de Développement	6,5	4,6
Koweït	4,6	3,2
BADEA	4,1	3
FIDA	3,7	2,6
Chine	2	1,4

Graphique 19: Tendances de l'aide par type et conditions



Comme indiqué dans le graphique ci-dessus, l'aide alimentaire, l'assistance et les secours d'urgence sont fournies exclusivement sous forme de dons en 1999. Les projets d'investissements et la coopération technique sont dominés par les dons qui représentent respectivement 66,9% et 86,2% de l'aide affectée à ces deux types d'assistance.

L'aide programme est le seul type d'assistance dominé par les prêts. Il s'agit des concours du FMI au Mali dans le cadre des facilités d'ajustement structurel renforcé orientées vers la gestion monétaire, fiscale et macroéconomique pour la période 1999-2002.

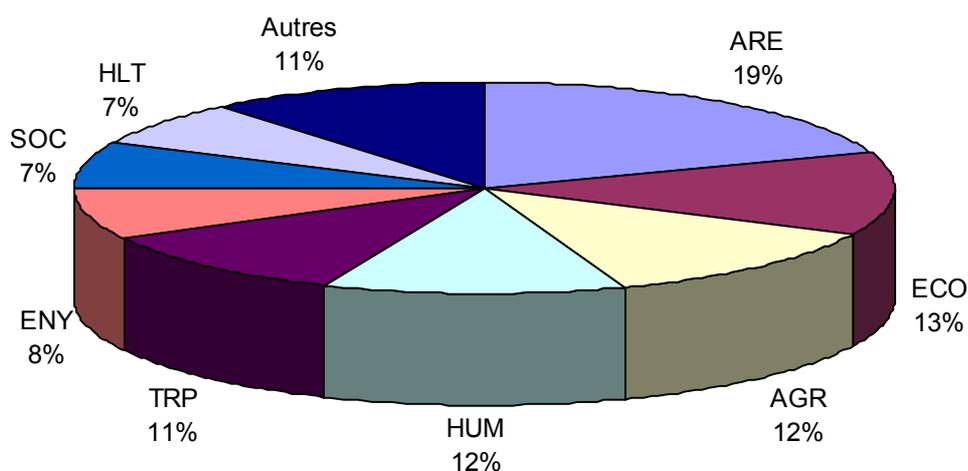
2.6 Tendances de l'aide extérieure par secteur

Le secteur du développement régional a reçu la plus grosse part (19,5%) de l'aide publique au développement en 1999. Il est suivi du secteur de la gestion de l'économie (12,8%), du secteur de l'agriculture, foresteries et pêcheries (12,2%), du secteur de la mise en valeur des ressources humaines (11,9%) et du secteur du transport (10,5%) comme le montre le graphique suivant.

Cette tendance est semblable à celle de 1998. Les secteurs du développement régional, de la mise en valeur des ressources humaines et le secteur de l'agriculture, pêcheries et foresteries demeurent les secteurs prioritaires pour l'aide publique au développement. Ceci est en cohérence avec les priorités du Gouvernement et la structure de l'économie malienne car l'agriculture est le secteur moteur de la croissance. Le développement régional et le renforcement des capacités humaines constituent les actions d'accompagnement de la création et la répartition de la richesse.

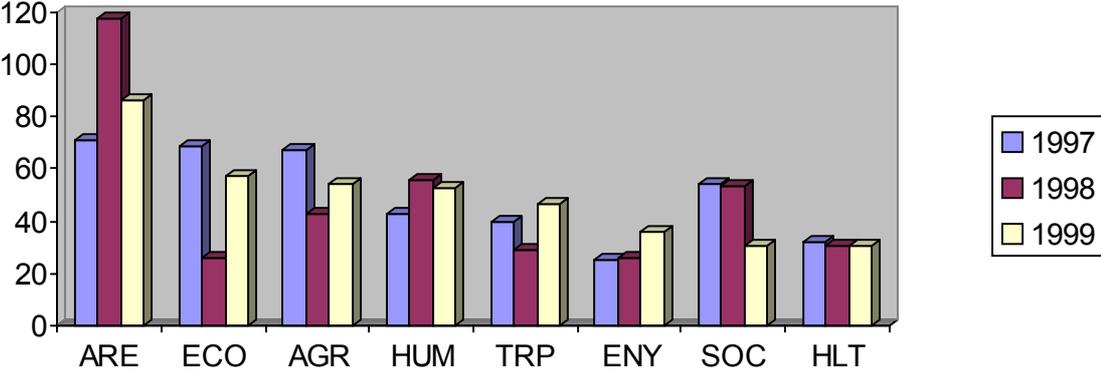
Il faut aussi dire que l'importance du secteur de l'agriculture, foresterie et pêche s'explique par la dépendance de l'économie malienne de l'agriculture occupe la presque totalité de la population active en milieu rural. Les appuis financiers en faveur du développement régional servent aussi à consolider le processus de décentralisation dans sa phase actuelle d'accompagnement des communes rurales pour une responsabilisation de plus en plus grande des populations rurales dans la gestion de leur développement. Le graphique qui suit montre l'évolution des principaux secteurs.

Graphique 20: Repartition de l'aide par secteur (en % de l'aide totale)



Seules les dépenses d'aide en faveur du secteur de l'énergie connaissent une hausse régulière au cours des trois années considérées. L'évolution des dépenses d'aide dans les autres secteurs suit la tendance globale de l'aide publique au développement reçue par le Mali au cours de la période. Les déboursements en faveur de quatre principaux secteurs ont connu une hausse entre 1998 et 1999. Les secteurs concernés sont ceux de la gestion de l'économie, de l'agriculture, du transport et de l'énergie. Les autres principaux secteurs ont enregistré une baisse des flux d'aide qui leur sont adressés comme l'indique le graphique 21 suivant.

Graphique 21: Evolution de l'aide par secteur (en millions de \$US



2.6.1 Le secteur du développement régional

Les déboursements en faveur de ce secteur ont tout de même connu une baisse de 26,8% en 1999. Ils sont passés de 117,8 millions de dollars en 1998 à 86,3 millions de dollars en 1999. Cependant, ce secteur reste, comme en 1998, celui en faveur duquel le déboursement a été le plus important.

Les appuis financiers en direction du secteur du développement régional ont été principalement consacrés au développement rural intégré. Ce sous secteur reçoit 49% de l'aide du secteur avec une baisse de 42,7% par rapport à son niveau de 1998. Les domaines du développement villageois communautaire et de la mise en valeur des bassins fluviaux viennent ensuite avec respectivement 32,4% et 13,5% du montant de l'aide reçue par le secteur. Les déboursements en faveur du développement villageois et communautaire ont également baissé en 1999, mais dans une proportion moindre (21%). Par contre les dépenses allouées à la mise en valeur des bassins fluviaux ont connu une progression de 106,2% par rapport à 1998.

<i>Développement régional</i>	<i>1999 millions \$EU</i>	<i>Part en %</i>
Total du secteur	86,3	19,5
• • Développement rural intégré	42,3	49
• • Développement villageois et communautaire	28	32,4
• • Mise en valeur des bassins fluviaux	11,7	13,5
• • Autres	4,3	4,8
Répartition par type d'aide		
• • projets d'investissement	69,7	80,8
• • Autres	16,5	19,1
Principaux donateurs		
• • Etats-Unis	23,93	27,7
• • France	12,2	14,2
• • Japon	8	9,2
• • Allemagne	4,7	5,5
• • PNUD	3,5	4,1
• • FAD	3,3	3,9
• • Koweït	3	3,5

2.6.2 Le secteur de la gestion de l'économie

De 25,7 millions de dollars EU en 1998, les ressources d'aide consacrées à ce secteur sont passées à 57 millions de dollars EU en 1999, soit une augmentation 121,8%.

92% des contributions allouées au secteur de la gestion de l'économie sont consacrées aux politiques et planifications macro-économiques. Le reste des contributions du secteur sont

consacrées aux politiques et planifications financières. Cette tendance est la même qu'en 1998 et explique l'intérêt des autorités du pays et les partenaires au développement pour les réformes macro-économiques et financières.

<i>Gestion de l'économie</i>	<i>1999 millions de \$EU</i>	<i>Part en %</i>
Total du secteur	57	12,9
• • Politiques et planification macroéconomiques	52,4	92
• • Politiques et planifications financières	4,5	8
Répartition par type d'aide		
• • Aide budgétaire	28,4	49,8
• • Coopération technique autonome	24	42,1
• • Autres	4,5	8
Principaux donateurs		
• • FMI	23,3	40,9
• • FAD	12,3	21,5
• • IDA	9,8	17,1
• • Pays Bas	4,8	8,5
• • France	4,5	8

2.6.3 Le secteur de l'agriculture, la foresterie et les pêcheries

Les dépenses de ce secteur ont connu une augmentation de 25,7%, passant de 43,1 millions de dollars EU en 1998 à 54,1 millions de dollars EU en 1999. Le secteur de l'agriculture, la foresterie et les pêcheries reste dominé par les cultures vivrières (28,6%) et les cultures industrielles (20,9%). Les domaines de la recherche-développement et de l'élevage viennent ensuite avec 16,8% et 11,6% de l'aide du secteur respectivement.

Les dépenses consacrées aux cultures vivrières se sont maintenues aux environs de 15 millions de dollars EU comme en 1998. Les dépenses relatives aux cultures industrielles ont connu un accroissement spectaculaire. Elles atteignent 11 millions de dollars en 1999, contre seulement 49 mille dollars EU en 1998.

<i>Agriculture</i>	<i>1999 millions \$EU</i>	<i>Part en %</i>
Total du secteur	54,1	12,2
• • Culture vivrières	15,5	28,6
• • Cultures industrielles	11,3	20,9
• • Recherche-Développement	9,1	16,8
• • Elevage	6,3	11,6
• • Autres	11,8	21,8
Répartition par type d'aide		
• • projets d'investissement	45,6	84,3
• • Coopération technique lié à des projets d'investissement	5,2	9,6
• • Coopération technique autonome	3,2	6
Principaux donateurs		
• • France	15,5	28,6
• • Etats-Unis	8,2	15,2
• • Pays-Bas	5,5	10,2
• • Japon	3,9	7,2
• • BADEA	3,9	7,2
• • IDA	3,6	6,6
• • FIDA	2,4	4,4

2.6.4 Le secteur de la mise en valeur des ressources humaines

Les efforts consacrés par la communauté des donateurs à ce secteur se sont maintenus. En effet, même si ce secteur a connu une légère baisse, l'intérêt a été maintenu entre 1998 et 1999. Ainsi, les décaissements effectués en 1999 en faveur de ce secteur ont été de 52,8 millions de dollars des EU contre 56 millions de dollars EU en 1998.

L'enseignement primaire et la planification sectorielle continuent d'être la priorité de ce secteur avec respectivement 21,7% et 19,8% des ressources d'aide qui lui sont consacrées. Les dépenses consacrées à l'enseignement primaire ont connu une baisse de 24,1% tandis que celles consacrées à la planification sectorielle ont baissé de 14%. Le domaine de la formation extra scolaire occupe une place non négligeable avec 13,4% des ressources du secteur qui y sont consacrées. La formation extra scolaire concerne essentiellement les activités d'alphabétisation et de formation professionnelle qui ont connu un essor remarquable entre 1998 et 1999. Les déboursements en sa faveur, 7,1 millions de dollars en 1999, correspondent à 537% d'augmentation par rapport à 1998.

Mais la baisse des décaissements en faveur de l'enseignement primaire doit attirer l'attention des uns et des autres puisque tout le monde s'accorde sur la nécessité de mettre l'accent sur l'augmentation du taux de scolarité vu, son bas niveau au Mali. Il est urgent de vérifier de près les raisons de cette baisse et d'apporter les solutions appropriées.

<i>Ressources humaines</i>	<i>1999 millions \$EU</i>	<i>Part en %</i>
Total du secteur	52,8	11,9
• • Enseignement primaire	21,7	41
• • Politiques et planification sectorielles	19,8	37,5
• • Formation extrascolaire	7,1	13,4
• • Autres	4,2	7,9
Répartition par type d'aide		
• • Projets d'investissement	32,2	62,3
• • Coopération technique autonome	31,9	61,6
• • Autres	3,5	6,8
Principaux donateurs		
• • Royaume Uni	21,4	40,5
• • Danemark	7,4	14,1
• • AIEA	3,8	7,1
• • Luxembourg	3,1	6

2.6.5 Le secteur du transport

Les dépenses de ce secteur ont connu une augmentation de 61,3% , passant de 29 millions de dollars EU en 1998 à 46, 8 millions de dollars EU en 1999.

Près de 80% des ressources d'aide allouées à ce secteur en 1999 sont consacrées au domaine du transport routier (44,7%) et de la planification sectorielle (34,7%). Les dépenses en transports routiers se sont stabilisées à leur niveau de 1998 tandis que les dépenses de planification sectorielle ont connu, en 1999, une augmentation de 87,6% par rapport à leur niveau de 1998.

Transport	1999 millions \$EU	Part en %
Total du secteur	46,8	10,6
• • Transports routiers	20,9	44,7
• • Politiques et planification sectorielles	16,3	34,7
• • Autres	9,5	20,4
Répartition par type d'aide		
• • Projets d'investissement	44,5	94,9
• • Coopération technique autonome	1,8	3,8
• • Autres	0,5	1,1
Principaux donateurs		
• • IDA	16,3	34,7
• • Allemagne	7,3	15,6
• • France	5,8	12,3
• • FED	5,2	11,1
• • BOAD	4,8	10,4

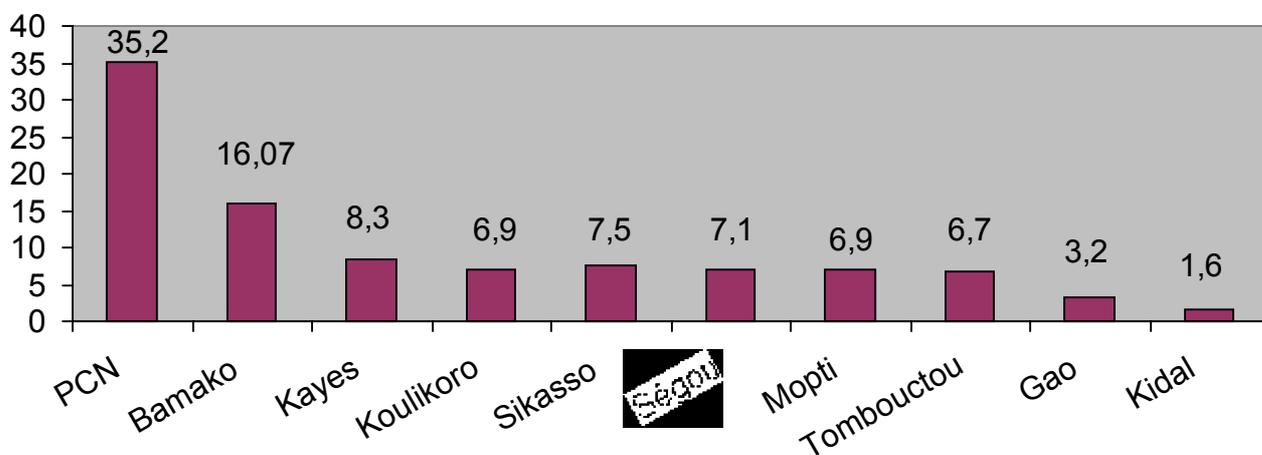
2.6 Tendances de l'aide par zone géographique^{4[4]}

Le district de Bamako et les huit régions administratives que compte le Mali ne bénéficient pas du même volume d'aide au développement. Les affectations régionales de l'aide au développement dépendent beaucoup plus des préférences des donateurs que des priorités régionales en matière de développement. En 1999, il ressort que toutes les régions administratives du Mali et le district de Bamako ont bénéficié de l'aide publique au développement. Certains financements (35,2% du total de l'aide) ne sont pas orientés vers une région spécifique. Ils couvrent l'ensemble du territoire ou s'adressent à des administrations centrales qui ont leurs démembrements à l'intérieur du pays.

Le district de Bamako reçoit la plus grosse part de l'aide en 1999 avec 16% des décaissements opérés au cours de l'année. Cette situation est sans doute due au fait que Bamako est la capitale du Mali et où sont représentés les principaux centres de décision. Le district de Bamako est suivi des régions de Kayes, Sikasso, Ségou, Koulikoro, Mopti et Tombouctou.

Les régions de Gao et Kidal reçoivent la plus faible part de l'aide en 1999. Les régions du nord, Tombouctou, Gao et Kidal, reçoivent 11,5% de l'aide en 1999. Le graphique suivant donne la répartition de l'aide publique au développement reçue par le Mali en 1999.

Graphique 22: Répartition de l'aide par région administrative (en %)



^{4[4]} Cette section est abordée pour la première fois dans l'analyse de l'aide au développement. Elle tente de fournir des indications sur la répartition de l'aide entre les différentes régions administratives du pays. Le seul critère pris en compte dans la répartition est la zone géographique couverte par les projets financés par les ressources d'aide. En l'absence d'une clé de répartition des décaissements par région, les montants totaux ont été reparties de manière proportionnelle entre les différentes régions couvertes par un projet. L'objectif pour les prochains rapports est d'approfondir ces aspects tout en limitant le plus, cette contrainte.

2.6.8 Les projets à couverture nationale^{5[5]}

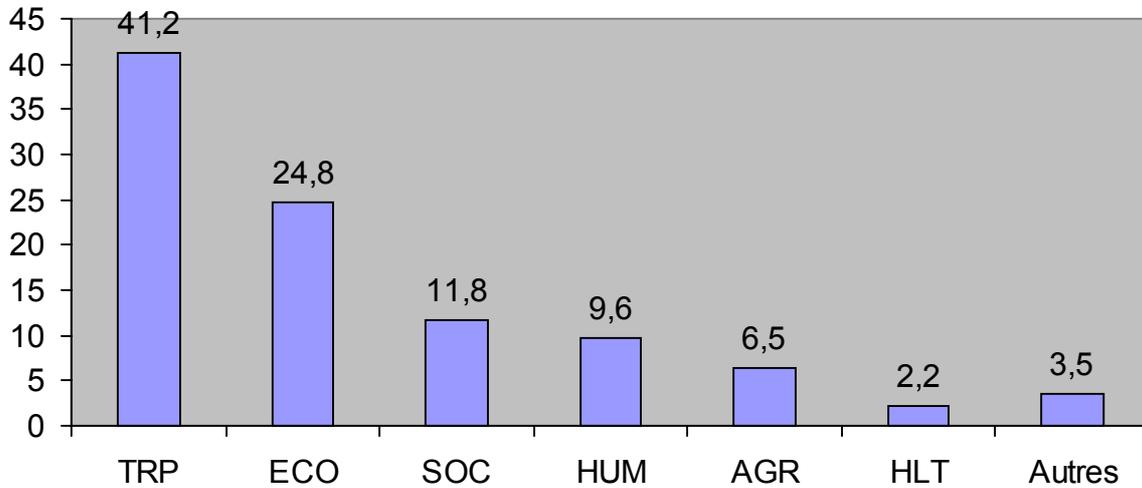
Les financements couvrant toutes les régions du Mali sont prioritairement dirigés vers les secteurs de la gestion de l'économie, la mise en valeur des ressources humaines, l'agriculture le transport et la santé. Ils reçoivent chacun plus de 10 millions de dollars EU en 1999. Les secteurs de l'industrie et du développement social suivent ensuite avec des déboursments respectifs de 9,9 et 8,5 millions de dollars EU.

Mali (toutes régions)	1999 millions \$EU	Part en %
Total Projets à couverture nationale	155,8	35,2
Répartition par secteur		
• • Gestion de l'économie	35,2	19,3
• • Mise en valeur des ressources humaines	30,1	15,8
• • Agriculture	20,7	13,2
• • Transport	19,2	12,3
• • Santé	15	9,6
• • Industrie	9,9	6,3
• • Développement social	8,5	5,4
• • Autres secteurs	17	11,4
Principaux donateurs		
• • IDA	39,5	25,3
• • FMI	23,3	14,9
• • USAID	18,8	12
• • Japon	12,9	8,3
• • FAC (France)	12,8	8,2
• • ACDI (Canada)	7,3	4,7

Les financements destinés à l'ensemble du territoire proviennent essentiellement de l'IDA, du FMI et de l'USAID. Le graphique 8 ci-dessous donne la répartition des décaissements de l'IDA par secteur. Il ressort que l'IDA a beaucoup déboursé dans les secteurs du transport (projet sectoriel transport) et de la gestion de l'économie à travers son projet d'appui à la gestion économique.

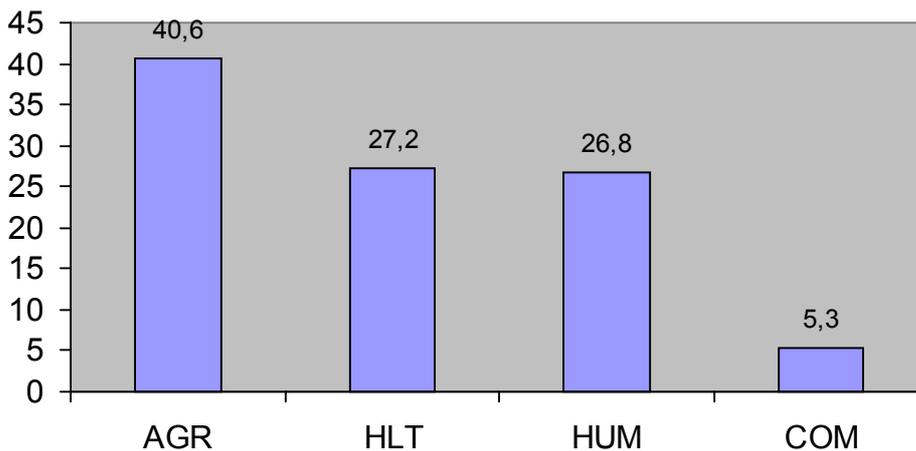
^{5[5]} Ce sont des projets dont la zone géographique visée est le Mali tout entier. Il peut s'agir de projets d'appui d'administrations centrales basées à Bamako mais ayant leur démembrements à l'intérieur du pays.

Graphique 23: Répartition sectorielle des décaissements à couverture nationale de l'IDA en 1999 (en %)



Les domaines de concentration du FMI sont la gestion de l'économie à travers la facilité d'ajustement structurel renforcé. Ceux de l'USAID au niveau national sont l'agriculture, la santé, la mise en valeur des ressources humaines et la communication. Le graphique 9 donne la répartition des décaissements de l'USAID au niveau national en 1999.

Graphique 24: Répartition sectorielle des décaissements à couverture nationale de l'USAID en 1999 (%)



2.6.9 Le district de Bamako

En 1999, l'aide publique au développement reçue par le district de Bamako est allée principalement dans les secteurs de la gestion de l'économie, de l'énergie, du développement régional et de la mise en valeur des ressources humaines.

Elle provient essentiellement de l'USAID à travers ses objectifs stratégiques de croissance économique et de gouvernance démocratique. Les interventions de l'USAID transitent par les ONG américaines qui œuvrent essentiellement dans le renforcement communautaire et l'appui au système de production. Les appuis du FAD concernent la gestion macroéconomique tandis que ceux de l'AFD s'adressent au secteur de l'électricité et le système financier décentralisé à travers le refinancement bancaire. Le tableau qui suit donne la structure de l'APD du district de Bamako en 1999.

District de Bamako	1999 millions \$EU	Part en %
Total district	71	16
Répartition par secteur		
• • Gestion de l'économie	21,8	30,7
• • Energie	15,9	22,4
• • Développement régional	11,6	16,3
• • Mise en valeur des ressources humaines	5,4	7,6
• • Administration du développement	3,5	5
• • Communication pour le développement	3,4	4,8
• • Développement social	3,1	4,1
• • Autres secteurs	6,3	8,6
Principaux donateurs		
USAID		45
FAD		18,4
AFD (France)		13,5

2.6.10 La région de Kayes

Les financements reçus par la région de Kayes sont principalement orientés vers cinq secteurs comme l'indique le tableau ci-dessous.

L'Agence française pour le développement (AFD), le FED, la coopération financière allemande (KfW) et la Banque mondiale sont les principaux intervenants dans la région. Leurs interventions se concentrent dans le secteur de l'énergie (volet énergie du barrage de Manantali), la construction de routes de pistes de la région et l'aménagement de la voie ferrée, faisant ainsi de l'énergie et du transport les secteurs prioritaires en 1999. Certaines interventions de l'IDA sont orientées vers la gestion des ressources naturelles. La Banque islamique intervient dans le volet électricité de l'OMVS (Organisation pour la mise en valeur du Fleuve Sénégal), la GTZ opère dans le domaine du développement rural, tandis que le Plan international est surtout actif dans le domaine de la santé.

Région de Kayes	1999 millions \$EU	Part en %
Total région	37,1	8,3
Répartition par secteur		
• Energie	12,2	32,9
• Transport	10,8	29,2
• Développement régional	8,2	22,1
• Ressources naturelles	1,9	5,1
• Santé	1,5	4,2
• Autres secteurs	2,3	6,2
Principaux donateurs		
AFD (France)		24,5
FED		24,3
IDA		14,3
KFW (Allemagne)		12,6
Plan international		6,5
BISD		4,6

2.6.11 La région de Koulikoro

Plus de la moitié de l'aide de la deuxième région va principalement dans trois secteurs que sont le développement régional, l'énergie et le développement social. Les secteurs de la mise en valeur des ressources humaines, du transport et de la santé suivent avec près de 10 millions de dollars de décaissements en 1999.

L'USAID, à travers l'ONG World Education et le programme de développement de la haute vallée du Niger (OHVN) en est le principal pourvoyeur. Les secteurs du développement régional et la mise en valeur des ressources humaines y sont privilégiés.

Le développement social, dans la région est principalement financé par la coopération allemande (technique et financière) à travers des actions de renforcement des services communaux et d'approvisionnement en eau potable et assainissement. En faveur du secteur du transport est La Coopération financière allemande (KFW) intervient également dans le financement du secteur du transport, à travers l'aménagement de la route Kati/Kita.

L'appui fourni par la Banque mondiale va dans les secteurs de l'énergie et les ressources naturelles, à travers la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Sélingué et le projet de gestion des ressources naturelles.

Région de Koulikoro	1999 millions \$EU	Part en %
Total région	30,6	6,9
Répartition par secteur		
• • Développement régional	6,5	21,2
• • Energie	6	19,6
• • Développement social	5,6	18,3
• • Mise en valeur des ressources humaines	3,9	12,7
• • Transport	3,2	10,4
• • Santé	2,1	6,8
• • Autres secteurs	3,3	10,7
Principaux donateurs		
USAID		54,7
IDA		19,8

KFW	15
Plan international	5,2

La région de Sikasso

Les secteurs de l'agriculture et du développement régional sont les secteurs dominants en troisième région. Ils sont suivis des secteurs de la mise en valeur des ressources humaines, de la santé et du développement social.

Les financements de l'USAID en troisième région transitent par l'ONG Save the Children US et sont principalement orientés vers des actions de développement intégré et l'éducation de base. Les décaissements de l'AFD vont en direction d'actions d'accompagnement de la filière coton. Le FED intervient dans le domaine de l'entretien routier tandis que la Suisse intervient dans les domaines du renforcement des systèmes de production, de la gestion des ressources naturelles, la santé, la décentralisation et l'hydraulique rurale. Les Pays Bas accompagnent la CMDT dans ses missions d'appui au monde rural. Les financements belges vont essentiellement dans les actions de santé.

Région de Sikasso	1999 millions\$EU	Part en %
Total région	33,3	7,5
Répartition par secteur		
• Agriculture	14,4	43,2
• Développement régional	8,1	24,3
• Mise en valeur des ressources humaines	3,4	10,2
• Santé	3,3	9,9
• Développement social	1,5	4,5
• Autres secteurs	2,4	7,2
Principaux donateurs		
USAID		50,8
AFD (France)		18,1
FED		7,2
Suisse		5,7
Pays Bas		2,6
Belgique		2,6

2.6.5 *La région de Ségou*

Les secteurs du développement régional et de l'agriculture restent prioritaires dans la région de Ségou comme dans la région Sikasso. Près de 70% des ressources d'aide qui sont décaissées en 1999 y sont consacrées. Ils sont suivis des secteurs la mise en valeur des ressources humaines, du transport et de la santé.

Le FED, les Pays Bas, l'Agence française de développement, le Koweït, l'ONG Vision mondiale et FIDA en sont les principaux fournisseurs en plus de l'USAID.

Les interventions du FIDA portent sur la diversification des revenus des populations. Celles de Vision mondiale portent sur le développement communautaire de plusieurs localités de la région. Les Pays Bas et l'Agence française de développement et le Koweït appuient l'Office du Niger, la principale entreprise agricole de la région.

Région de Ségou	1999 millions \$EU	Part en %
Total région	31,7	7,1
Répartition par secteur		
• • Développement régional	12,9	40,6
• • Agriculture	8,9	28
• • Mise en valeur des ressources humaines	4,1	12,9
• • Transport	1,7	5,3
• • Santé	1,6	5
• • Autres secteurs	2,5	7,8
Principaux donateurs		
USAID		52,3
FED		10,3
Pays Bas		7,1
AFD (France)		4,4
Koweït		4,4
Vision mondiale		3,5
FIDA		3,5

2.6.6 *La région de Mopti*

Le projet d'appui aux initiatives de base dans la lutte contre la pauvreté, un projet financé par la Banque mondiale a permis à un nombre important d'intervenants d'être actifs dans la région de Mopti. Le projet touche à plusieurs secteurs du développement et facilite la mobilisation des acteurs et les financements en faveur de la région, principalement dans les secteurs du développement régional et la mise en valeur des ressources humaines.

C'est ainsi que la banque mondiale apporte un autre appui dans le domaine de l'irrigation privée, le FED apporte ses concours en faveur de la valorisation des eaux de surface, la santé et le développement urbain. La GTZ intervient dans les domaines de la santé, l'éducation et la construction d'infrastructures routières. L'ONG CARE International au Mali sert de relais à l'aide de l'USAID dont bénéficie la région. Elle est présente dans deux cercles de la région (Koro et Djenné) et intervient dans le renforcement des organisations locales, l'agriculture et la gestion des ressources naturelles.

Région de Mopti	1999 millions \$EU	Part en %
Total région	30,7	6,9
Répartition par secteur		
• Développement régional	10,8	35,1
• Mise en valeur des ressources humaines	4,6	14,9
• Transport	3,2	10,4
• Santé	2,7	8,7
• Ressources naturelles	2,6	8,4
• Autres secteurs	6,8	22,1
Principaux donateurs		
USAID		41,5
IDA		12,3
FED		8,9
GTZ		4,2
KFW		3,7

2.6.7 *Les régions Nord du Mali*

Dans les régions Nord du Mali, le développement régional reste le secteur prioritaire. Il reçoit la presque totalité des décaissements de la région de Kidal. Il est suivi du secteur du transport dans la région de Tombouctou en raison des travaux de réhabilitation et d'extension de l'aéroport. Dans la région de Gao, les secteurs de la mise en valeur des ressources humaines et de l'agriculture viennent après celui du développement régional sans doute à cause de l'importance des décaissements en direction de l'enseignement fondamental, des petits périmètres irrigués villageois et de la lutte contre l'ensablement.

Les financements en faveur du développement régional concernent surtout le rapatriement et l'intégration des populations déplacées. Il s'agit de projets de création de conditions favorables au retour et à l'insertion économique des populations. Plusieurs donateurs interviennent dans ce domaine comme le PNUD, la GTZ, l'USAID, le PAM et la Norvège

a) La région de Tombouctou

La BISD est présente dans le financement des aménagements des plaines de la région (plaine de Goubo, plaine d'Hamadja, barrage de Tossaye), la réalisation d'infrastructures de base (aéroport, points d'eau, écoles). L'extension et la réhabilitation de l'aéroport de Tombouctou intéresse aussi la BOAD qui a décaissé plus de 3 millions de dollars US en faveur de ce projet au cours de l'année 1999. La coopération financière allemande (KFW) est plus active dans le développement social, notamment par le financement des travaux d'intérêt public, l'approvisionnement en eau potable et les actions d'urgence. Le PAM est intervenu dans l'assistance aux populations réfugiées tandis que le PNUD a fourni une assistance multiforme portant entre autres sur l'appui au processus de paix, la prévention des conflits, la lutte contre la pauvreté et l'appui aux communes rurales.

Région de Tombouctou	1999 millions \$EU	Part en %
Total région	30	6,7
Répartition par secteur		
• Développement régional	12,2	40,6
• Transport	5,7	19
• Développement social	3,6	12
• Santé	2,4	8
• Agriculture	2,1	7
• Autres secteurs	4	13
Principaux donateurs		
USAID		12,7
PAM		12,5
KFW		9,7
BISD		9,7
PNUD		9,1
BOAD		6,1

b) La région de Gao

La Coopération technique allemande (GTZ) intervient dans les secteurs du transport et du développement rural. Le FED intervient dans la lutte contre l'ensablement et l'élevage tandis que l'AFD et les Pays Bas appuient le développement communal. Les interventions de la BISD et de la KFW s'étendent à la région de Gao, notamment à travers la création d'écoles, de points d'eau et de centres de santé.

Région de Gao	1999 millions \$EU	Part en %
Total région	14,1	3,2
Répartition par secteur		
• • Développement régional	4,6	32,6
• • Mise en valeur des ressources humaines	2,8	19,8
• • Agriculture	2,4	17
• • Aide humanitaire et secours	1,6	11,3
• • Autres secteurs	2,4	19,1
Principaux donateurs		
PAM		18,6
KFW		11,5
PNUD		10,3
GTZ		9,4

c) La région de Kidal

La KFW et la BISD sont les seuls donateurs à faire des décaissements significatifs dans la région de Kidal en faveur de secteurs autres que les trois secteurs prioritaires au Nord. Ces deux donateurs interviennent dans la mise en valeur des ressources humaines à travers la création d'écoles primaires. A cela s'ajoutent les actions de coordination du PNUD dans le cadre du processus de paix.

Région de Kidal	1999 millions \$EU	Part en %
Total région	7,2	1,6
Répartition par secteur		
• • Développement régional	3,2	44,4
• • Aide humanitaire et secours	1,6	22,2
• • Ressources naturelles	1,2	16,6
• • Autres secteurs	1,2	16,6
Principaux donateurs		
PAM		28,6
KFW		16,8
PNUD		16,3
USAID		15
GTZ		10